

VERSION
FR



Juin 2016

numéro 7

AVANTAGE

Correspondance anarchiste



Uruguay

Anarquía

periodicoanarquia.wordpress.com

Chili

Contra toda autoridad

contratodaautoridad.wordpress.com

El Sol Ácrata (Antofagasta)

periodicoelsolacrata.wordpress.com

Sin Banderas Ni Fronteras (Santiago)

sinbanderas.nifronteras@riseup.net

Argentine

Exquisita Rebeldía (Buenos Aires)

exquisitarebeldia@riseup.net

Abrazando el Caos

publicacion-abrazandoelcaos@riseup.net

Rebellion (Buenos Aires)

publicacionrebellion@riseup.net

Mexique

Negación

negacion_revista@riseup.net

Italie

Finimondo

finimondo.org

Tairsia (Salento)

tairsia@gmail.com

Stramonio (Milano)

malacoda@distruzione.org

Brecce (Lecce)

peggio2008@yahoo.it

Espagne

Infierno

revista_infierno@yahoo.com

France

Lucioles (Paris)

luciolesdanslanuit.blogspot.fr

Séditions (Besançon)

seditions.noblogs.org

Paris Sous Tension (Paris et au-delà)

parissoustension.noblogs.org

La Bourrasque (depuis Clermont et ses abords)

labourrasque.noblogs.org

Du pain sur la planche (Marseille)

dupainsurlaplanche.noblogs.org

Subversions

subversions@riseup.net

Belgique

La Cavale (Bruxelles)

lacavale.be

Salto

salto.noblogs.org

Pays-Bas

Roofdruk

roofdruk@riseup.net

Allemagne

Attacke! (Norden)

attaque@riseup.net

Fernweh (München)

fernweh.noblogs.org

Chronik

chronik.blackblogs.org

Suisse

Dissonanz (Zürich)

dissonanz-a@riseup.net

Suède

Upprorsbladet (Stockholm)

upprovsbladet@riseup.net

Royaume-Uni

Rabble (London)

rabble.org.uk

Canada

Wreck (Vancouver)

wreckpublication.wordpress.com

Montréal Contre-Information

mtlcounter-info.org

Etats-Unis

Rififi (Bloomington)

rififibloomington.wordpress.com

Trebitch Times (St Louis)

trebitchtimes.noblogs.org

PugetSoundAnarchists (Pacific Northwest)

pugetsoundanarchists.org

Wildfire

wildfire.noblogs.org

+

Contrainfo

contrainfo.espiv.net

Tabula Rasa

atabularasa.org

Act for freedom now

actforfree.nostate.net

Voz como arma

vozcomoarma.noblogs.org

Publicacion Refractario

publicacionrefractario.wordpress.com

Brèves du désordre

cettesemaine.info/breves

Camotazo

camotazo.noblogs.org

Le Chat Noir Emeutier

lechatnoiremeutier.noblogs.org

Ces moments vécus dans cette société semblent exceptionnellement prolifiques au cynisme et au défaitisme. Et je parle au-delà des préoccupations pour mon propre bien-être. Ce sont des attitudes qu'on peut rencontrer tous les jours, sous la forme d'un « plus malin que toi » ou d'un passe-partout pour se balader à travers la vie sans entraves. Mais aussi, plus sincèrement, ils sont le résultat de différents degrés d'épuisement ou de désillusion. La capacité de révolte ne peut pas s'appuyer uniquement sur l'optimisme de l'incertitude. Alors que la rébellion n'a rien perdu de son urgence, cela seul ne nous empêche pas de se retrouver dans une impasse.

Une position anarchiste doit trouver son expression dans des actions, ou elle ne sera que des mots dans le vent bientôt emportés à cause de leur légèreté. La question est alors comment? En outre, comment intervenir à partir d'une position anarchiste dans les rapports sociaux? Parce que c'est là que la reproduction de l'autorité est en cours. Contre la dépendance organisée qui nous place (en alternance ou même simultanément) dans le rôle d'opprimé et d'opresseur, nous devrions viser l'autonomie. A partir du refus de la représentation et de l'aliénation, la tentative de ne pas laisser modeler sa vie par les exigences et les normes de cette société. Peut-être c'est ce qu'on désignait avant par la notion de l'émancipation individuelle. Dans cette perspective, un projet anarchiste visant une lutte sociale englobe l'action directe et l'organisation informelle, empêchant l'établissement des rapports de pouvoir. Une rupture en soi, qui cherche à creuser plus profondément.

Certes, des niches de pratiques alternatives et de relations améliorées ne sont pas satisfaisantes. Toute tentative subversive doit chercher à sabo-

ter les mécanismes de contrôle et de soumission et rencontrera des complices. Nous pouvons créer nous-mêmes des moments de rencontre ou nous pouvons nous élancer dans des moments de rage. Ces moments tiennent tout leur potentiel dans la capacité à faire avancer une critique radicale de toute autorité et de réaliser l'autonomie (ce qui signifie pas de représentation, mais l'action directe). Souvent, nous sommes (de nouveau) confrontés à des efforts de recrutement et de récupération, qui hissent la bannière de l'unification. Que ce soit à travers la convergence gérée par des militants de gauche/bureaucrates de l'assemblée ou à travers une rhétorique séduisante imposant un discours hégémonique (que de tous les traits d'une idéologie en manque seulement une : la cohérence). Certains ont des ambitions de devenir les portes-parole (des intermédiaires des médias aux courtiers du pouvoir, mais aussi les soi-disant intellectuels) que nous devrions profaner.

Alors que la machine d'intégration de l'État social est en décroissance (un État social qui garantissait de toute façon qu'un accès limité et destiné à la fabrication des citoyens ; producteurs et consommateurs), les illusions d'un grand nombre de personnes sont brisées. Cela semble fournir un terrain fertile pour les nouvelles politiques des vieilles identités, sur la base des chimères autour de la race, l'ethnie, la nation, la religion ou d'autres idéologies lorsque les dirigeants en devenir tentent de suivre la dernière mode. Cela signifie probablement que certains pensent que les anarchistes sont en retard sur les temps. Nous préférons de nous considérer à contre-temps avec cette société et nous ferons en sorte d'interférer dans le rythme de la domination.



ABATTRE LES FRONTIÈRES AU BRENNERO ET PARTOUT

Avril 2016 - Italie

Pourquoi l'Etat autrichien, avec la complicité de l'Etat italien, veut-il fermer la frontière du Brennero ?

Parce que des femmes et des hommes deviennent «les immigrés» lorsque des millions d'êtres humains sont chassés de leurs terres et contraints de se déplacer.

Les causes de tout cela ne sont pas mystérieuses et n'ont pas toujours la brutalité des bombes. Une communauté entière de pêcheurs sénégalais se trouve sans moyens de subsistance parce que la prédation des grands chalutiers les a laissés sans poissons. Une communauté de bergers indiens doit se transférer parce que leur vie nomade a été bouleversée par des puits tubulaires actionnés par des moteurs diesel : devenus sédentaires suite à la technologie exportée par la prétendue révolution verte, ils ne savent plus comment vivre avec la rareté en eau comme ils l'avaient fait depuis des siècles, une fois que les sources ont été épuisées. Des centaines de milliers de paysans chinois sont obligés de se déplacer en ville parce que la construction d'une gigantesque digue a noyé les campagnes qu'ils cultivaient.

Il y a toujours plus d'étrangers dans le monde, dont la mobilité forcée touche tous les continents. Seul un petit pourcentage tente de rejoindre l'Europe. Les containers pour réfugiés à la frontière entre l'Autriche et la Slovaquie ou entre la Grèce et la Macédoine, tout comme la «jungle» démolie militairement il y a peu à Calais,

portent au coeur de l'Occident la condition d'un milliard de personnes qui vivent dans les bidonvilles du monde. Un monde qui est une énorme accumulation de ghettos. Les frontières rendent *explicite* ce que l'organisation sociale capitaliste est *de fait*.

Parce que dans l'histoire, contrairement à ce que raconte l'idéologie du progrès, on ne dépasse pas grand chose : les contradictions sont redistribuées, les éléments du passé s'intègrent et se modifient.

Lorsque certaines solutions totalitaires sont adoptées, elles finissent par se repointer ailleurs un jour ou l'autre, de manière plus ou moins masquée, même si elles avaient semblé disparaître un moment.

Tout comme le gigantesque appareil militaro-industriel créé contre le nazifascisme par le soi-disant monde libre a produit le bombardement de Dresde et l'évaporation atomique d'Hiroshima et de Nagasaki, ce que les démocraties ont imposé aux peuples colonisés est de la même manière en train de revenir avec un peu de fard sur le visage.

Entre la fin des années 90 et le début du nouveau millénaire, différents Etats ont introduit sur leur propre territoire la détention administrative, un dispositif colonial typique. Sans avoir commis aucun délit, des milliers d'étrangers sont internés pendant des mois et des années parce que pauvres et dépourvus de papiers en

règle. Ils sont devenus indésirables. Comme en Afrique du Sud ou à Cuba à la fin du 19^e siècle. Comme en Allemagne dans les années 30 ou aux Etats-Unis dans les années 40.

Si les démocraties occidentales – gouvernées par la droite comme par la gauche – ont copié la détention administrative de l'Etat d'Israël, comment s'étonner qu'elles lui empruntent à présent les murs, les barbelés et les barrières d'acier ? Pendant que quelques juristes se demandaient s'il était légal d'enfermer des êtres humains qui n'avaient commis aucun délit ; pendant que dans les «centres de séjour temporaire» (la voilà au travail, la langue totalitaire de l'euphémisme technique !) les «hôtes» détruisaient les cages et se battaient avec courage, peu, bien peu, se sont sentis vraiment concernés. Toute mesure de contention et de répression qui n'est pas empêchée acquiert de l'espace et de la puissance. En même temps, lorsque l'abjection s'habille en «solution technique» et que la politique se présente comme de la simple administration, la seule logique qui triomphe est celle du fait accompli, face auquel les prétendues différences entre droite et gauche se résument à de grotesques ballets.

C'est en suivant cette logique qu'on est passé de la détention administrative – introduite en Italie par un gouvernement de gauche en 1998 – à l'acceptation de la fermeture de la frontière du Brennero voulue par l'Etat autrichien. Bien entendu, les ministres et les chefs de la police du Nord Tyrol ont déclaré que les barrières et les fils barbelés n'étaient que cela : une solution technique. Comme le disait quelqu'un, seule l'épée peut trancher les noeuds dont l'indifférence a permis la formation.

Parce que «gouverner les flux de réfugiés» correspond à une pitoyable partie de Risk.

Le 24 février dernier, le gouvernement autrichien a invité à Vienne les représentants des pays des Balkans (Albanie, Bosnie, Bulgarie, Kosovo, Croatie, Montenegro, Serbie, Slovénie, Macédoine) pour coordonner le renvoi des réfugiés et bloquer ce qui est désormais nommé la route des Balkans. Aucun représentant du gouvernement grec n'a été invité à la rencontre.

Une semaine plus tard, le 1^{er} mars, les responsables des polices des Balkans occidentaux (Macédoine, Serbie, Croatie, Slovénie) se sont rencontrés à Belgrade avec des représentants des gouvernements hollandais et hongrois.

Ces rencontres répondent aux exigences des pays de l'Union européenne d'avoir des frontières extérieures plus sûres, contrôlées par des polices de différents Etats, et à celles des pays des Balkans de faire passer leurs cousins les plus riches à la caisse. A titre d'exemple, comme le montre une lettre de Skopje aux pays de l'UE, la Macédoine a demandé pour «protéger ses frontières extérieures» des moyens technologiques et des structures logistiques afin de fortifier sa frontière méridionale, du matériel pour construire une barrière de sécurité de 300 km et un camp pour interner 400 réfugiés, des équipements pour le «contrôle des foules», c'est-à-dire des grenades assourdissantes et des balles

en caoutchouc, des gazeuses au poivre et autre matériel dissuasif non précisé. En Macédoine, les habitants redoutent que tout cet équipement ne soit utilisé pour la répression intérieure en vue des élections anticipées de juin prochain, à cause des fortes tensions entre gouvernement et opposition.

En même temps à Dimitrovgrad (Serbie), un des points d'entrée à la route des Balkans, surtout pour les Afghans, le centre d'identification a cessé de fonctionner le 20 février. Lorsque la police serbe intercepte des réfugiés, elle les réexpédie désormais en Bulgarie. Elle procède de même à sa frontière avec la Macédoine, où plus de 700 réfugiés que la Grèce refuse restent bloqués dans le camp de Tabanovce. Depuis que les frontières sont fermées, le campement d'Idomeni est monté au chiffre effrayant de 14 000 personnes. Idomeni n'est en effet pas un camp de réfugiés géré par le gouvernement grec, comme celui mis en place au sud d'Athènes à l'intérieur d'un ancien aéroport militaire démantelé en 2001, et où vivent près de 3000 personnes dans des conditions très précaires loin des yeux de la ville. Idomeni est la Calais du Sud.

La Grèce a refusé de participer à la rencontre du 1^{er} mars et a commencé à organiser des bus qui ne transportent plus les réfugiés vers Idomeni mais vers l'Albanie, où ils pourront tenter de gagner l'Europe du Nord à travers l'Italie, et le Brennero. La police italienne a déjà envoyé une trentaine d'agents pour collaborer avec Tirana afin de les repousser. Et quant à ceux qui réussiraient tout de même à traverser le petit bras de mer entre l'Albanie et les Pouilles, le gouvernement est en train de projeter de monter des camps à Otranto et Melendugno, les deux ports les plus proches. A Otranto existe déjà un camp pour réfugiés utilisé il y a des années et toujours actif, le Don Tonino Bello. Et ironie du sort, pourrait-on dire, Melendugno est le point d'arrivée du gazoduc TAP (*Trans-Adriatic pipe-line*). Cela revient à dire : nous avons fermé les yeux sur le massacre du peuple syrien pour continuer à faire des affaires et nous fournir en gaz, mais nous bloquons ceux qui fuient cette guerre et les autres, lorsque nous sommes mis face aux conséquences de nos petits trafics.

Adieu la route balkanique, et welcome la route adriatique.

Parce que c'est un sale travail, mais que quelqu'un doit bien le faire.

Le 15 juin 1990, la Communauté Européenne a signé la Convention de Dublin pour harmoniser plus avant sa «politique d'asile». Cette convention a été remplacée en 2003 par le Traité de Dublin II, puis réformée en 2013 avec le Traité de Dublin III, «*établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride*». Il ne s'agit pas d'améliorer les procédures d'asile, mais d'une procédure pour résoudre les controverses entre les États qui se disputaient – et se disputent encore – pour savoir qui doit s'occuper des personnes en fuite à cause de leurs horreurs. Ces deux modifications de la Conven-

tion de Dublin et ses derniers soubresauts – suspension de Schengen par de nombreux Etats européens, politique des barbelés mise en avant depuis des mois, accord UE/Turquie – nous font comprendre combien les objectifs proclamés et ceux effectifs n'ont jamais été atteints. L'application de Dublin a conduit à un parcours d'obstacles insensé et arbitraire pour ceux qui fuient les guerres ou ceux qui sont persécutés pour des raisons politiques ou religieuses ; elle a conduit à des lenteurs bureaucratiques, à des détentions, à la séparation des noyaux familiaux et pratiquement à la négation complète de la liberté de ceux qui ont été obligés de s'enfuir. Concrètement, c'est le Droit international et ses critères drastiques définissant ce qu'est un pays en guerre, qui établit si les personnes ont été obligées de fuir à cause de guerre ou de persécutions : si elle n'est pas reconnue comme telle, la personne qui débarque dans la Forteresse Europe n'est qu'un sans-papier à expulser. La catastrophique tentative de redresser avec le Droit ce qui est tordu pour des raisons sociales structurelles a conduit à la reconstruction de frontières internes, aux barbelés, aux militaires qui effectuent des contrôles au faciès, mais aussi à un véritable plan de déportation et de concentration constitué par l'accord entre l'UE et le régime fasciste d'Erdogan. Parce que si pour l'Europe la Turquie n'est jamais assez démocratique pour intégrer l'Union européenne, c'est en tout cas un allié très précieux lorsqu'il s'agit de reprendre les personnes expulsées par la Forteresse, moyennant un dédommagement de 3 milliards d'euros au cours d'un marchandage à peine caché. A partir du moment où, pour conserver ce qui reste encore de son bon nom, l'Union ne peut s'occuper seule du sale boulot, elle a recours à ceux qui, contrairement à elle, n'ont pas besoin de cacher leur manque de scrupules, l'usage déchaîné de la violence et le mépris total pour la liberté.

Parce que nous vivons dans un monde en guerre.

Trois exemples simples suffiront pour comprendre pourquoi des millions d'hommes et de femmes se déplacent loin de leurs pays natals, fatigués des guerres et de tout leur lot de douleurs. Le premier exemple est le Delta du Niger (Nigeria), exploité depuis 1956 pour ses énormes gisements de pétrole. L'ENI [multinationale italienne de l'énergie] est une des entreprises responsables des dévastations écologiques, économiques et sociales. Massacres, viols et pollution n'ont pas cessé depuis cette date. Les marées noires permanentes et le manque d'entretien des équipements par l'ENI (et pas seulement) ont fait que toutes les eaux de la zone sont polluées, détruisant la faune locale et donc une des premières ressources en nourriture du coin, le poisson. Cela a réduit à la faim les habitants. Suite à la résistance armée de la population locale là et ailleurs en Afrique, les Etats-Unis ont créé AFRICOM, qui deviendra le centre de commandement régional pour défendre les puits de pétrole. L'Italie est l'Etat qui héberge les militaires préposés à cette fonction dans ses bases de Vicenza et Sigonella. Ce sont des lieux d'entraînement pour organiser la contre-insurrection.

Le second exemple est l'envoi de 450 militaires italiens sur la digue de Mossoul en Irak, située sur le Tigre. Cette digue est extrêmement importante pour la vie économique et l'organisation politique de la zone. Sa destruction mettrait à genoux les intérêts capitalistes du pays. Contrôler la digue de Mossoul signifie contrôler une bonne partie des ressources en eau de l'Irak. La restructuration de la digue est effectuée par une multinationale du ciment de Cesena, l'entreprise Trevi.

Le troisième exemple est Beretta, qui vend des fusils-mitrailleurs au Bahreïn, et Finmeccanica, qui vend tous types d'armements à l'Arabie Saoudite et à de très nombreux régimes dictatoriaux. Aujourd'hui les bombes en Syrie, au Pakistan, les bombes à Paris et à Bruxelles font se frotter les mains de plaisir tous les industriels de la guerre et du contrôle social. Peu importe où elles tombent. Si elles atterrissent sur des terrains de guerre dans des pays loin de l'Occident, il y aura besoin de certains types de moyens, et si c'est ici en Europe, la demande sera juste différente : systèmes de sécurité, de vidéosurveillance, d'identification, etc. Toutes ces bombes veulent dire du fric en abondance pour ceux qui offrent ces services, exil et misère pour les millions de damnés de la Terre qui en subissent les conséquences, contrôle et militarisation pour tous les autres.

Parce qu'une frontière est fonctionnelle à la gestion de la force de travail immigrée.

Pour une grande partie des immigrés, la frontière du Brennero constituera une énième possibilité de fin de parcours vers le Nord. Une fois bloqués, ils seront fichés et, selon leur origine, envoyés dans les structures du soi-disant système d'accueil : plus il y a d'immigrés internes, et plus il y a d'argent à gagner sur les fonds publics consacrés à ces structures. «Clandestins», «réfugiés», «demandeurs d'asile» sont des catégories justement construites pour qu'on puisse séparer les marchés de la détention administrative. Les «clandestins» dans les centres de rétention [centres d'identification et d'expulsion, CIE] ; les «réfugiés» dans les centres de Premier accueil ; les «demandeurs d'asile» dans les CARA. Ceux qui ne sont pas emprisonnés doivent travailler, mais ne peuvent pas le faire légalement. La conséquence directe est la création de gigantesques bassins d'êtres humains dans des conditions de précarité extrême et de chantage très élevées. Aucun de ces individus ne finit dans les réserves de travailleurs pour les Blancs, mais dans celles où il n'y a pas besoin de visa ou d'expérience préalable, celles où il faut uniquement se soumettre à des travaux souvent très durs, à des salaires dérisoires, à être traités comme des objets, à être considérés comme de véritables esclaves. La frontière, pourrait-on dire, déchaînera encore plus la vieille tirade sur l'immigré qui prend le boulot des travailleurs en règle, parce que le marché qui concernera la main d'oeuvre immigrée ne voudra rien savoir en matière de conditions de travail et salariales au moins décentes, de ces paradigmes uniquement précieux pour les rares personnes qui peuvent y avoir accès ; il ne s'intéressera qu'à la production, et ce qui lui sert de garniture, c'est-à-dire l'exploitation et

l'esclavagisme, sera en même temps cause et effet. L'exploitant agricole se procurera des journaliers disposés à travailler pour 10 ou 20 euros par jour ; le patron en BTP se procurera une main d'œuvre peu encline à protester pour son maigre salaire qui arrive en retard, pour les échafaudages montés à qui mieux mieux, ou pour des journées de 12 heures sur un chantier ; le propriétaire immobilier entassera des dizaines de locataires dans un appartement insalubre avec chiottes sur le pallier. Aucun d'entre eux ne veut «fermer les frontières» ; tous veulent que la moulinette des frontières et le chantage au permis de séjour produisent des marchandises qui rapportent et ne se rebellent pas. Et lorsqu'elles se rebellent, comme c'est arrivé à Rosarno [Calabre, en 2010], c'est la mafia et la police qui se chargeront de les remettre au pas.

Les Etats érigent des barrières pour, selon eux, freiner l'avancée de toutes ces personnes ; ce qu'ils ne disent pas, en tout cas en Italie et dans le cas particulier du Brennero, c'est que leur économie a aussi besoin de cette force de travail à bas coût constituée par les immigrés.

L'Etat n'est pas tenu de justifier ou de rendre compte de cette exploitation, vu que ces personnes ne rentreront jamais dans aucune statistique sur le chômage ou les conditions de travail. Elles ne seront que d'autres simples travailleurs invisibles, avec cette invisibilité si particulière que tous connaissent et qui se base sur le fait que peu importe qui est exploité, tant que ces personnes sont parfaitement interchangeables et indistinctes, comme les esclaves, justement.

Parce que la guerre du capital se propage lorsque triomphe la paix sociale.

Au cours de la période 2011-2013, émeutes et insurrections ont traversé la planète. Des régimes avec lesquels les Etats occidentaux avaient fait des affaires pendant des décennies se sont écroulés sous le poids de la colère populaire. De la Tunisie à la Mauritanie, en passant par l'Egypte, les barricades ont redessiné la géographie urbaine et les places occupées se sont transformées en Communes. Devancés par l'affrontement social en Grèce, ces soulèvements ont eu des correspondances significatives en Europe : en France, en Angleterre, en Scandinavie, en Albanie, en Slovénie et, pendant quelques jours, même en Italie.

La jeunesse qui a détruit des sections entières des centres de rétention en Italie depuis 2012 a appris le courage et la capacité de s'organiser lors des révoltes du Maghreb, et n'a pas attendu nos théories révolutionnaires pour se battre.

En même temps, l'exode en masse des terres labourées par les dits Printemps arabes est lié à l'issue réactionnaire de ces soulèvements, à laquelle ont contribué les manoeuvres des vieilles puissances coloniales : mieux vaut un régime militaire ou un gouvernement islamiste qu'un peuple en armes. Dans ce sens, l'armement et le renforcement de groupes comme Daech, la fuite de masse et les murs aux frontières sont (aussi) des fruits entrecroisés – et pourris – d'un mouvement insurrectionnel interrompu et écrasé. Aucune «solution» ne

se profilera à l'horizon sans reprise internationale de luttes révolutionnaires.

Parce que c'est toujours plus le Parti Unique de la Police (et si besoin militaire) qui gouverne.

La fermeture de la frontière du Brennero fait partie intégrante d'une restructuration répressive des Etats européens. Policiers et militaires aux frontières, présentés pour le moment comme nécessaires à cause de nécessités de contrôle particulières et contingentes sur le front extérieur de la forteresse Europe, sont en effet prêts à être déployés, si besoin est, à l'intérieur de ces mêmes Etats.

On assiste ainsi à un processus graduel mais inexorable où l'augmentation du contrôle sur la vie de toutes et tous passera d'une justification liée à l'«urgence» à une normalité.

Vous vous souvenez de l'opération «Rues Sûres» [«Strade Sicure»] ? Débutée en 2008, elle prévoyait l'utilisation de personnel militaire pour appuyer policiers et carabinieri dans leurs missions de patrouille et surveillance des centres d'«accueil» et autres objectifs sensibles. En quelques semaines, il est devenu normal de voir des blindés kakis et des soldats dans les rues, sur les marchés, devant les gares ; cette dangereuse facilité à s'habituer a contribué à faire que l'opération «Rues Sûres» ait été prolongée en 2015 et soit toujours en vigueur.

L'acceptation des militaires dans les rues, des contrôles sur des bases raciales dans les gares, des containers et des fichages de masse, le fait de les justifier et de les excuser par le besoin de faire front commun dans un moment de «crise», tout cela constituera un dangereux précédent lorsque la recherche de l'ennemi basculera sur le front intérieur. Bien consciente de l'importance de la nécessité psychologique de la population d'avoir une présence militaire sur le territoire, l'OTAN a fait de la construction au sein de la société d'une demande d'«actions rapides et décisives» un des principaux objectifs à atteindre à court terme, tous énumérés dans le rapport UO-2020 (*Urban Operations in the year 2020*).

Un autre passage significatif a été la création en 2010 dans le plus grand silence médiatique de la Force Européenne de Gendarmerie (EURO-GENDFOR ou EGF). Ce nouveau corps de police, formé de contingents des polices militaires de cinq pays européens (France, Italie, Pays Bas, Portugal et Espagne, auxquels se sont joints la Roumanie et la Pologne) – mais complètement indépendant des institutions de l'UE – est en garnison (et pas par hasard) à Vicenza, où se situent déjà la base américaine de Camp Ederle et le lieu d'entraînement du Centre d'Excellence pour les unités de police de stabilité (COESPU).

L'EUROGENDFOR est structurée pour opérer aussi bien avec une chaîne de commandement militaire que civile. Jusqu'à présent, comme le COESPU, elle n'a été déployée qu'à l'extérieur, mais elle a aussi la possibilité d'intervenir sur des territoires nationaux à l'intérieur de pays faisant partie de l'UE, de l'ONU et d'autres «coalitions internationales» non précisées. Parmi ses objectifs

ont été inclus la gestion de l'ordre public, le contrôle des frontières, les activités de renseignement et d'enquêtes pénales en soutien ou en substitution aux forces de police nationales. Un fait emblématique est que les membres de l'ECF ne sont en aucune manière soumis au contrôle des institutions des pays dans lesquels ils opèrent ; leurs locaux et archives ne peuvent être inspectés, leurs communications ne peuvent être interceptées, leurs agents et officiers ne peuvent être mis sous enquête ni sous procès, et ne sont responsables que devant un comité des ministres des Affaires Etrangères et de la Défense des pays membres.

L'arrivée d'un acteur doté de telles caractéristiques sur la scène européenne et internationale est, avec les autres éléments cités ci-dessus, un important signal sur la direction imposée dans un cadre répressif, qui traduit une symbiose entre augmentation de la militarisation des territoires (et du caractère arbitraire des flics qui y sont présents) et le constant travail de création d'urgences et de peurs qui leur sont liées, afin que cette augmentation de la puissance et de la visibilité de l'exercice du pouvoir soit constamment légitimée par la population.

Parce que dans la grisaille croissante, on ne distingue plus rien.

Nous vivons dans une société où il est toujours plus difficile de reconnaître ses propres ennemis. Il est plus difficile, vues les techniques avancées du pouvoir, de diriger sa rage contre les responsables de la misère. Mais cela n'est pas le fruit du hasard. La vie d'un Etat est une chose complexe et contradictoire. Bien que son expression la plus violente, la guerre, soit son moteur, chaque Etat capitalistiquement avancé veut apparaître

à l'intérieur comme un défenseur d'humanité et de paix. Le pouvoir a besoin de cela, de cette paix mensongère, de la paix sociale, de la paix de la classe dirigeante et de la paix des riches. Mais la seule manière pour que cette paix se maintienne est que la partie refusée par la société, les exclus, soient en compétition et en guerre entre eux.

Que les exploités s'en prennent à celui qui est plus pauvre qu'eux est le rêve de tout gouvernant. C'est au nom de la peur et la soi-disant sécurité qu'on justifie la militarisation de la société, et qu'on jette en même temps un rideau de fumée sur les problèmes réels. Afin qu'il n'existe aucune hypothèse révolutionnaire et que la tête des opprimés reste baissée, il est nécessaire qu'ils soient plus occupés à survivre dans la misère qu'à vouloir se libérer de la misère elle-même. Un climat où la déclaration de guerre contre l'exploitation et le pouvoir est substantiellement absent est idéal pour les Etats. Dans ce contexte réactionnaire, les groupes des droites extrêmes de la démocratie européenne mettent en oeuvre quasi quotidiennement des pogroms et des expéditions punitives contre les réfugiés (en Allemagne, il y a eu des centaines d'attaques incendiaires contre les centres pour réfugiés en quelques mois). Ils surfent, comme c'est arrivé aux environs de Rome et Treviso, sur la vague de rancœur entre pauvres qui permet la tranquillité du pouvoir. Ils empruntent toujours plus clairement le caractère de larbins, et savent bien vers où tenter de diriger la rage. Dans ce scénario, le mur d'une frontière trouve sa justification. On s'achemine vers le même monde dans lequel la distinction entre citoyens et étrangers, entre gens normaux et différents était la route menant droit à un *lager*.

Chronologie contre les frontières et le militarisme

28 janvier, Saronno. Une attaque au molotov est revendiquée contre les bureaux de la société Rotodyne, concepteur et constructeur de l'aviation militaire.

16 février, Trento. Des camarades bloquent le train Munich-Vérone pour un court moment. La bannière déployée sur la voie ferrée dit: « Ils ferment les frontières ? Bloquons tout ! »

22 février, Lecce. Des fenêtres et un distributeur de billets d'un bureau de poste sont brisés. Un slogan est peint sur le bâtiment: « Feu aux centres de déportation ». La branche de l'aviation de la Poste, Mistral Air, collabore à la machine des expulsions.

2 mars, Trento. Des camarades bloquent à nouveau le train Munich-Vérone pendant un certain temps avec des bannières, tracts et fumigènes.

11 mars, Rovereto. Une main anonyme allume un feu sur la voie ferrée. Les pompiers sont obligés d'éteindre l'alimentation en électricité pour éteindre le feu. Les trains sont retardés jusqu'à deux heures.

16 mars, Milan. Un sabotage de quatre distributeurs de billets de la Poste est revendiqué, se référant à la lutte contre toutes les frontières et ses collaborateurs.

18 mars, Cremona. Le lancement d'un molotov contre le Palazzo Trecchi, avec un slogan sur le mur « contre les frontières et la guerre en Libye, le sabotage et la désertion, Maroni t'es de la merde » est revendiqué. Maroni, un homme politique belliciste, responsable de nombreuses mesures contre les undesirables, était censé rencontrer des employeurs locaux dans le bâtiment attaqué le lendemain.

20 mars, Madonna Bianca. Sur un chantier de construction de Ediltione, deux moteurs de construction sont brûlés. Un slogan proche de lui dit: « Ediltione construit les prisons. Solidarité avec les prisonniers de Spini, Belluno et Venise. Pas de 41bis [régime d'isolement]. »

22 mars, Milan. Deux antennes de téléphonie mobile sont brûlés en solidarité avec les prisonniers anarchistes.

29 mars, Cagliari. Les portes des bureaux de la compagnie maritime Tirrenia sont couvert avec de l'huile de moteur. Tirrenia transporte des soldats et du matériel militaire.

29 mars, Milan. Les pneus crevés et la carrosserie de 10 voitures de ENJOY (partage de voiture ENI, multinationale de l'énergie italienne) sont revendiqués « Sabotage ENI, sabotage la guerre. »

31 mars, Bologne. Blocus devant la caserne Mameli avec une bannière disant: « Ceux qui font la guerre ne doit pas être laissé en paix ! Brisons les machines de guerre ! » et des fumigènes.

2 avril, Modena. Des barricades en feu devant la Questura avec des slogans peint au sol contre les frontières et les fascistes.

3 avril, Brenner. Manifestation contre la reconstruction de la frontière entre l'Autriche et l'Italie. Autour de 1000 personnes participent, des confrontations avec les flics (italiens et autrichiens).

5 avril, Brindisi. Des inconnus entrent dans la villa sur la campagne appartenant à Angelo Antelmi, patron de la compagnie militaire Tecnomessapia. Les assaillants volent des radiateurs, puis mettent le feu à la villa qui a été complètement détruite par les flammes.

15 avril, Trento/Rovereto. Dans deux stations de gaz de ENI, des dizaines de tuyaux sont coupés et un distributeur de billets défoncé. Slogans sont peints comme « Non à la guerre et les frontières » et « Eni fait de l'argent avec la guerre ».

7 mai, Brenner. Des centaines de camarades de différents pays défilent derrière une banderole « Détruisons les frontières » et se battent avec les nombreux flics présents pour protéger le nouveau contrôle des frontières du Brenner. Le gare de train local est occupé par les manifestants, plus tard, l'autoroute est bloqué. La police utilise des canons à eau pour briser le blocus. Deux flics se blessent et un véhicule de police est brûlé. Beaucoup de camarades sont blessés, six camarades sont arrêtés et envoyés en prison. En comparution immédiate, ils ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 1 an, mais libérés.



DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE, LE CONFLIT CONTRE RWE AU FORÊT D'HAMBACH S'INTENSIFIE CHAQUE JOUR DE PLUS.

Janvier 2016 - Allemagne

Beaucoup d'individus avec une grande variété de tactiques font beaucoup d'efforts pour amener la malice anarchiste à la mine.

Quelques éléments du refus pratique de la part des occupants du forêts sont :

* Des barricades à répétition pour bloquer les routes empruntées par les véhicules de la sécurité et de la construction, tout comme des dégâts structurels aux points où ils passent avec le feu et pioches.

* Enfoncer des clous et des bouts de métal dans les arbres et placer des « engins explosifs potentiels » dans les zones menacées de la forêts, tout comme de plus en plus de barricades, de plate-formes dans les arbres et autres structures de défense plus profondément dans le forêt.

* Des appareils technologiques appartenant à la RWE [l'entreprise d'énergie qui gère la mine de charbon brun] comme les stations de pompage, les antennes radio et les transformateurs électriques sont brûlés presque quotidiennement.

* Sabotage de l'infrastructure de transport du charbon, comme court-circuiter les lignes électriques en haut des voies ferroviaires et l'incendie des éléments électriques le long des voies.

* Nombreuses attaques avec des pierres, des lances-pierre, des feux d'artifice et des cocktails molotov contre les forces de sécurité de la mine, qui sont pris en embuscade lors de leurs patrouilles ou attaqués directement à leurs postes de contrôle. Beaucoup de ces actes ont été réalisées en vengeance pour la tentative de meurtre, l'hospitalisation et l'incarcération d'un compagnon le 21 janvier 2016.

Évidemment, tout ceci n'est pas passé inaperçu chez les flics, qui qualifient le territoire autour de la mine désormais comme une « zone de non-droit ». Depuis une semaine, la surveillance de l'occupation de la forêt a été renforcée : des hélicoptères passent au-dessus de nous quotidiennement et des équipes de flics en tenue anti-émeute sont envoyés dans le forêt. Ils essayent aussi de contrôler les identités des gens qui viennent de la gare pour se rendre à la forêt.

Cela devrait aller sans dire que nous ne nous laisserons pas intimider par la présence de quelques fourgons de flics qui tournent autour de la forêt. Chaque fois, l'hélicoptère a été accueillie avec des des tirs de feux d'artifice. Une patrouille de police qui s'est aventuré trop loin dans la zone autonome a été détruite, tout comme une autre patrouille qui venait à sa rescousse.

Jour et nuit, nous sommes cachés dans la forêt, observant, attendant, prêts à frapper à tout moment, et s'ils incarcèrent ou frappent un de nous, il y aura des conséquences comme ils le savent bien, ici en Allemagne, ou ailleurs dans le monde où le RWE étend ses tentacules dégoulinantes.

Maintenant il est important de souligner que le RWE n'est pas juste responsable pour l'exploitation à ciel ouverte de la mine de lignite et la déforestation du Rheinland en Allemagne. RWE, ses branches et ses collaborateurs se trouvent partout, leurs projets, leurs bureaux, leurs voitures, leurs machines, ... nos cibles se trouvent partout.

Le RWE est responsable pour l'exploitation de mines de charbon partout dans le monde, comme par exemple sa collaboration avec Hrvatska Elektroprivreda en l'exploitation d'une centrale électrique de charbon en Croatie, la centrale électrique Mátra qui produit de l'électricité sur base de lignite et de gaz en Hongrie où RWE est le deuxième sur le marché national de l'énergie, ayant aussi des actions du groupe ELMŰ/ÉMÁSZ, FİGÁZ et TIGÁZ. RWE cherche aussi à développer davantage l'industrie de charbon dans la région de l'Asie-Pacifique, ayant ouvert des bureaux à Singapour et à Jakarta (22ième étage de la Plaza Office Tower) en Indonésie.

RWE tire aussi son profit de son rôle joué dans le développement du nucléaire, l'exploitation de plusieurs centrales nucléaires dans le monde, avec la collaboration de Technical Association of Large Power Plant Operators et VGB Power Tech.

Et que serait le RWE sans ses contributions à l'industrie du fracking hydraulique et à la construction de centrales d'électricité à base de gaz comme le CCGT à Denizli (Turquie) avec l'aide de Turcas Petrol et Metka, ou l'exploitation des centrales à base de pétrole et de gaz en Pologne, dirigée par RWE Est, dont le siège se trouve à Limuzská 12/3135, 100 98 Prague 10, Strasnice, République Tchèque.

RWE Innogy, c'est la branche de RWE qui est active dans l'industrialisme vert, promouvant des énergies « renouvelables » ou « durables ». Par cette approche, RWE nourrit la faim insatiable du Léviathan industriel et adresse en même temps les besoins fabriqués de ces consommateurs « bienveillants » et « conscients », pour qu'eux aussi puissent passer toute leur vie à la lueur de la lumière artificielle, avec des yeux morts fixant les écrans, cherchant à se distancier de la rude réalité de la domination mécanisée et informatisée de laquelle

ils dépendent et à laquelle ils contribuent, se sacrifiant en même temps sur l'autel de l'« économie verte ». Les centrales à base de biogaz, d'énergie solaire, de vent et d'eau sont toutes dépendantes de la même méthodes écocides employées lors de leur production, fonctionnement et maintenance, comme par exemple l'extraction de minéraux rares pour les circuits électroniques et d'autres technologies sophistiquées ou la combustion d'immenses quantités de carburants fossiles pour les maintenir en fonction et les intégrer dans le réseau électrique – que ce soit en Belgique, aux Pays-Bas, en France, au Royaume-Uni, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Pologne ou aux États-Unis, et dans de nombreux autres pays (tout mentionné sur le site du RWE, accompagné de la liste de leurs bureaux etc.)

RWE travaille aussi ensemble avec Siemens au développement de centrales énergétiques virtuelles... « Et ça veut dire quoi ça ? ». Selon le site du RWE, « une centrale virtuelle est un réseau de petites centrales diffusées sur le territoire, comme des parcs d'éoliennes, des unités CHP, des systèmes photovoltaïques, des petites centrales hydro et des unités de biogaz, mais aussi d'unités qui peuvent être déconnectées, afin de former un tout intégré. Toutes ces centrales sont contrôlées depuis un seul centre de contrôle. » Par cela, Siemens et RWE cherchent à créer un réseau électrique interconnecté, facilement contrôlable et digitalisé, pour que le fonctionnement du capitalisme et le flux de profits et de produits puissent être gérés en toute tranquillité par quelques technocrates connectés, mis à l'abri et œuvrant au contrôle et à la destruction totale de l'environnement naturelle de laquelle dépend toute vie. Thomas Zimmerman, la marionnette de Siemens, dit : « Avec ce système technologique pré-curseur, RWE sera bien équipé pour affronter les défis d'un monde énergétique toujours plus digitalisé. »

RWE est aussi en train de faire des grandes contributions à la singularité technologique qui s'approche, qui cherche à enrégimenter tous les aspects de la vie sous une seule réalité artificielle, automatisée et étouffante. Dans le cadre de son projet de recherche « E-DeMa », ils travaillent sur les « maisons intelligentes » et les « compteurs intelligents » afin que toute unité individuelle ou de famille soit complètement intégrée dans la machine capitaliste-industrielle. Connecté en permanence, on peut alors utiliser son « smart » phone pour gérer sa consommation électrique, éteindre et allumer le chauffage et l'éclairage quand on se fait exploiter dans un quelconque boulot décervelé, gérant les rendez-vous avec et envoyant des « émoticônes » à ses soi-disant « amis » sur disgracebook, commandant le dernier aspirateur pour garder la maison-prison bien stérile, le tout depuis le confort de son endroit de travail-prison, travaillant pour de l'argent digitale à dépenser à des drogues abrutissantes et des soins de santé, à la dernière distraction, tous et toutes en sécurité sous la surveillance d'innombrables entreprises, espionnant et extrayant des données de tout aspect de ta vie... Tout ça au pour ta sécurité, tout ça au nom de la convenance.

Évidemment, cette vision dystopique de l'avenir offert par RWE et les nerds du système techno-industriel n'est abordable que pour ceux qui veulent s'exécuter et se mettre à genoux devant la volonté d'un autre, et pour ceux qui sont suffisamment privilégiés pour que le développement de cette société technologique ne les a pas encore mis en prison ou enterrés dans une lointaine fosse commune.

Nous concluons ce texte avec un appel à toutes les cellules et individualités chaotiques tendant à l'offensive anarchiste internationale contre le pouvoir, pour attaquer directement RWE, ses branches, ses partenaires comme Siemens, VGB Power Tech et leurs projets.

Nos cibles sont partout. Les occasions se présentent partout.

D'éléments coûteux, isolés et indéfendables de l'infrastructure à la périphérie des villes-prisons, comme les lignes d'énergie, les sous-stations, les transformateurs, les parcs d'éoliennes, solaires, hydro et ainsi de suite, qui, s'ils sont détruits, généreront un effet ample, aux cibles dans les villes comme les bureaux, les véhicules appartenant aux sociétés, les réseaux de vidéosurveillance, les antennes de télécommunications, les boîtiers électriques bourrées de fibres optiques : leur sabotage

rompt la normalité citoyenne pour un instant, peut-être suffisamment longtemps pour que quelques uns détournent leur regard des écrans et s'aperçoivent du foyer de l'anarchie chaotique dans la rue. Avec un peu de recherche, on peut trouver les adresses des domiciles des technocrates, leurs vies quotidiennes peuvent alors être perturbées à tout moment, brûlant leurs voitures, brisant leurs vitres pendant la nuit.

Avec les méthodes facilement reproductibles et simples détaillées dans de nombreuses communiquées de cellules anarchistes d'action, comme le placement d'un allume-feu, ou l'application de pinces coupantes, pierres, marteaux et cocktails molotov, toutes nos cibles sont faciles à détruire.

Nos cibles sont partout. Nos moyens sont nombreux, et les automatons de l'ordre ne peuvent pas être partout en même temps.

En solidarité avec le guerrier incarcéré Fledermaus.

Pour la coordination internationale et l'anarchie combatif !

Quelques anarchistes



LE CARNAGE ET SON MONDE

Mars 2016 - Belgique

« La langue est un révélateur. Il arrive que l'on veuille dissimuler la vérité derrière un flot de paroles. Mais la langue ne ment pas. Il arrive que l'on veuille dire la vérité. Mais la langue est plus vraie que celui qui la parle. Contre la vérité de la langue, il n'y a pas de remède... Les philologues et les poètes reconnaissent la nature de la langue. Mais ils ne peuvent empêcher la langue de dire la vérité. »

Victor Klemperer

Il a souvent été dit que la première victime des guerres, c'est le sens des mots. Au moment de guerre, toute parole devient propagande, derrière tout mot se cache un appel bien précis et un effet recherché, toute réflexion vise à l'élimination du sens critique de l'homme. Pourtant, comme dit le philosophe allemand qui s'attache dès 1933 à l'étude de la novlangue nazi, la langue ne ment pas : elle exprime une vérité, elle exprime, dans toute sa manipulation, toute sa déformation, toute son instrumentalisation, l'essence réel de la domination.

Aujourd'hui, deux jours après les attentats jihadistes à Bruxelles, on parle de « carnage ». A juste titre, sans doute, mais la qualification se vide de sens quand un autre carnage n'est pas appelé « carnage ». Quand le régime d'Assad a balancé des barils de sarin sur les faubourgs de Ghouta, on n'a pas vu les différents fabricants d'opinion employer le mot « carnage » pour qualifier le massacre industriel de presque deux mille personnes. Quand l'État Islamique décapite des opposants, on parle de « exécutions atroces », ce que ces actes commis par un État au nom de ses valeurs sont effectivement sans le moindre doute, tandis que quand les attaques de drones au Pakistan, au Yémen, en Somalie,

en Afghanistan et ailleurs ont tué depuis 2006 plus de six mille personnes, on les qualifie « frappes chirurgicales ». Quand des centaines de personnes périssent dans l'incendie d'une usine de vêtements au Bangladesh, produisant les vêtements de marque en vente partout dans le monde, on parle d'une « tragédie », induisant le public à croire qu'il s'agit d'un accident et non pas d'une conséquence évidente du mode de production capitaliste, tandis que les bombardements de villes et villages kurde par l'État turque, un allié de l'Union Européenne et membre de l'OTAN, sont des « opérations de maintien d'ordre ». Le mots employés, le sens qui y est attribué, trahit une vision du monde.

Le sang que des jihadistes ont fait couler dans le métro de Bruxelles et dans le hall d'entrée de l'aéroport nous rappelle aussi l'acharnement des jihadistes contre ceux qui se sont soulevés au cris de liberté et de dignité ces dernières années, en Syrie comme ailleurs. Il rappelle les révolutionnaires enlevés, emprisonnés, torturés et massacrés par les jihadistes dans les zones qui sont désormais sous leur contrôle. Il rappelle le régime atroce et sanguinaire qu'ils cherchent à imposer à tant de personnes, en Syrie et ailleurs. Il rappelle comment, sur le cadavre d'un soulèvement libérateur, la réaction qui vient est toujours extrême et impitoyable. Il vient confirmer combien difficile il serait dans les temps à venir de parler et de lutter pour la liberté, à distinguer clairement les ennemis de la liberté (tout État, tout autoritaire, tout chef) sans aménager aucun d'entre eux dans la guerre qu'ils se livrent.

Comme désormais tout le monde pourra comprendre, aucune mesure anti-terroriste, aucune bataillon de militaires postée

dans les rues des métropoles, aucun réseau de vidéosurveillance, ne pourra empêcher celui qui veut tuer un maximum de personnes, et en plus, y laisser soi-même la vie, d'agir et de massacrer. L'État est incapable de mettre fin à la guerre qui, malgré les apparences d'États « pacifiques », fait partie de son raison d'être, qui est son raison d'être. Arrêter la guerre n'est possible par ceux qui refusent toute guerre. Et refuser toute guerre n'est possible qu'en rejetant toute autorité qui veut, comme c'est dans son essence, s'imposer (c'est-à-dire, faire la guerre). Pour donner un exemple assez concret, on parle aujourd'hui beaucoup des « soutiens » dont bénéficieraient les jihadistes dans les quartiers populaires de Bruxelles. Si ce serait le cas, si des gens des quartiers savent qui prêche la guerre sainte, si quelqu'un a des informations concernant la préparation d'un carnage dans les rues de la ville où il habite, s'ils savent qui recrute des jeunes sans plus aucune référence et en proie à l'idéologie réactionnaire du jihadisme, est-ce qu'il devrait aller en parler à la police pour que l'État s'en occupe ? Cet même État qui laisse noyer des milliers de réfugiés, qui participe à des bombardements dans différentes zones de la planète, qui enferme et torture pour faire régner son ordre, qui manœuvre, à l'instar des dictatures comme celle d'Assad, ces mêmes mouvements jihadistes (on se rappelle que le type qui a arrangé les voyages, les passeports, les contacts de dizaines de jeunes partis en Syrie était... un infiltré de la Police Fédérale) ? Non. Ils devraient agir par eux-mêmes. Ils savent probablement mieux que quiconque où et comment frapper. Si l'État ne nous avait pas rendu moutons, dépendants et impuissants à un tel point qu'on ne sait à peine encore se défendre, on serait sans doute plus nombreux à mettre fin aux agissements d'un courant jihadiste dans les quartiers où on vit.

Mais ce raisonnement vaut aussi pour tous les autres précheurs de guerre et défenseurs du cannibalisme capitaliste. C'est sur le cadavre du combat pour la liberté qui fleurit la continuation de la domination. Comment vivre paisible à deux rues d'un chercheur qui développe des nouvelles armes ? Comment tolérer sans rien faire un homme d'État qui met en œuvre la politique des « push backs », un autre de ces expressions pour ne pas dire « noyade massif et délibéré » ? Comment ne pas casser la figure de celui qui parle de « liberté » quand il veut dire exploitation de milliards de personnes ? Avec chaque pas qu'on a mis en arrière – tous, sans exception – la réaction dévore à chaque fois plus d'espace où lutter pour l'émancipation humaine, la liberté des hommes et la fin de l'exploitation.

On nous dira qu'il faut « parler de religion » aujourd'hui. D'accord, mais pas seulement parce les auteurs des carnages à Bruxelles sont mus par des croyances religieuses. On en parlera, parce que c'est le jihadisme (l'autorité religieuse) qui, ensemble avec le régime d'Assad (l'autorité laïque), qui a massacré la révolution en Syrie. On en parlera, mais pas seulement dans sa version islamique, mais aussi dans sa version scientifique et étatique. Les massacres commis au nom d'Allah sont répugnants comme le sont les massacres commis au nom de la Science, du Progrès et de l'Argent. On critiquera les religions, toutes les religions, parce qu'elles veulent imposer une autorité aux individus, parce qu'elles sont la négation de la liberté. La vision apocalyptique des partisans de l'État islamique n'est pas sans rappeler que cela fait longtemps que des États se

sont munis des instruments de l'apocalypse (bombes atomiques, centrales nucléaires) afin d'assurer leur règne.

La situation d'aujourd'hui n'est pas sans précédent dans l'histoire, en tout cas, en ce qui concerne l'espace pour agir de révolutionnaires et d'anarchistes. Si les premiers jours de la Première Guerre Mondiale avait fait fondre les espoirs internationalistes, l'écrasement de la révolution sociale en Espagne en 1936 inaugurerait les années noires à venir qui allaient décimer et déchirer les révolutionnaires. Et la « fin des hostilités » déclarée par des protagonistes de la lutte armée en Italie dans les années 80, a achevé, en concordance avec l'État, les espaces de subversion ouvert par tant d'années de lutte et de combat. Et quoi dire de l'action des révolutionnaires lors d'innombrables guerres qui ont déchirés des pays au monde entier ? Les espaces pour la subversion anti-autoritaire se réduisent aujourd'hui sensiblement, on approche maintenant, dans certaines contrées, leur disparition pure et simple. Cette tendance est double : elle rend particulièrement compliqué l'agir subversif par l'occupation répressive de l'espace par l'État et elle semble rendre incompréhensible aux yeux des autres cet agir. Le dégoût totale pourrait alors nous amener à se réfugier dans quelque forêt obscure, en espérant de pouvoir rester *en dehors* et que le rouge du sang ne vient pas maculer les feuilles verdâtres. Si un tel forêt existe, c'est de là aussi que pourrait repartir les assauts contre ce monde d'autorité. Prendre conscience de notre quasi-disparition du tableau ne doit pas forcément vouloir dire abandonner. Elle peut constituer un point de départ pour multiplier, à nouveau, les points de ralliements des déserteurs de la guerre des puissants. Inverser la tendance sera très difficile, n'empêche qu'on peut au moins essayer de se donner les moyens et les capacités pour se défendre et attaquer en tant que révolutionnaires et anarchistes, et de trouver à nouveau des façons pour briser la propagande des États (démocratiques, islamiques ou autres) qui aveugle les esprits et les sensibilités. Une telle tentative de renouveau de l'anarchisme combatif nécessitera une bonne dose de courage et d'audace, une éthique non-négociable, une lucidité théorique quant aux conditions de l'affrontement révolutionnaire. Et elle ne saurait se cantonner aux frontières des États, tout comme elle se doit de refuser n'importe quelle tranchée déjà creusée, aujourd'hui invariablement toutes infâmes.

Affûter la critique de l'État, de tous les États (démocraties comme califats), de toutes les autorités, est ce qui est à faire. Et cela, dans des conditions toujours plus défavorables, tellement la perspective d'une révolution sociale, est poussé dans la marge. Mais il est aussi grand temps d'ouvrir des débats profonds sur cette perspective révolutionnaire, et les révolutionnaires qui sont supposés la défendre. Aux anarchistes notamment d'analyser les nouvelles conditions de la lutte anti-autoritaire, de prendre acte du fait que l'État ne manquera pas de tenter d'éliminer toute voix qui dérange et tout acte qui s'oppose à lui, de s'interroger sur les méthodes d'intervention et les projets de lutte qu'on a développé ces dernières années, de réfléchir sur comment se placer dans une perspective qui se projette dans les années à venir. Refuser les camps des autoritaires ne peut qu'être le premier pas.

Des anarchistes

24 mars 2016



UN BREF SURVOL DE LA SITUATION SOCIALE À BRUXELLES

Avril 2016 - Belgique

Depuis un an déjà, avec une accélération importante suite aux attentats jihadistes à Paris de novembre 2015, l'État belge renforce son arsenal répressif. Les premiers mois de 2016, la pression exercée sur les quartiers populaires (qualifiés de « foyers jihadistes », « nids de criminalité », « chaos administratif ») à coups de propagande médiatique, de présence renforcée de la police, de présence désormais permanente de militaires en faction, de déferlement de toute la faune journalistique et l'annonce incessant de nouveaux plans pour « lutter contre le terrorisme, le radicalisme et la criminalité » a été très grande.

Il est à noter que la plupart des mesures et de plans annoncés par l'État visent directement les quartiers pauvres de Bruxelles et les moyens de survie des gens pauvres et exclus. Il s'agit notamment d'un renforcement du contrôle administratif sur les domiciles (afin de savoir exactement qui habite où), d'une multiplication des perquisitions presque toujours accompagnées d'un quadrillage des rues entières d'un quartier, de la création de cellules spéciales de la police pour lutter « contre le trafic et le travail au noir ». Au niveau juridique, le parlement n'arrête pas d'approuver des nouvelles lois, notamment la prolongation de la garde à vue à 72 heures en cas d'arrestation judiciaire, l'assouplissement des procédures pour les perquisitions, la créa-

tion d'une base de données centralisée concernant le radicalisme, la création de sections spéciales dans les prisons pour les gens fichés « terroristes » et l'extension des possibilités pour mettre en œuvre des mesures particulières de recherche (filatures, micros, caméras, intrusion informatique, écoutes,...). Et au niveau de l'infrastructure répressive, des millions vont aller vers les services de renseignements et les sections antiterroristes de la Police Fédérale, ils vont créer une plateforme intégrant toutes les caméras de vidéosurveillance (d'abord les caméras dites publiques de la police, des transports en commun, des bâtiments officiels ; et possiblement, ensuite, les caméras dites privées), les autoroutes seront toutes équipées de caméras pour reconnaître les plaques d'immatriculation,...

Suite aux attentats jihadistes du 22 mars 2016, la présence militaire a encore été renforcée dans les rues de Bruxelles. Les stations de métro ont été fermées pendant presque trois semaines (avec d'abord uniquement un service de jour, de 7h à 19h, pour ensuite revenir au rythme normal). Toutes les manifestations ont soit été annulés par les organisateurs, soit été interdites.

Pourtant, petit à petit, et cela malgré une acceptation d'une partie de la population de cette militarisation de Bruxelles, on a vu que des gens dans les quartiers

ont commencé à s'en prendre aux journalistes, aux patrouilles de police et aux militaires en faction. Une semaine après les attentats, une attaque incendiaire vise deux véhicules (l'un appartenant à un parlementaire européen, l'autre à un employé de l'OTAN) au pied du mur de la prison de Saint-Gilles. L'attaque est revendiquée en solidarité avec les anarchistes Monica et Francisco et contre la militarisation de Bruxelles.

Deux semaines après les attentats, suite à l'annonce d'un groupuscule fasciste de venir « nettoyer Molenbeek », des centaines de personnes sont descendues dans la rue à Molenbeek. Toutes les accès au territoire de la commune ont été bloqués par la police présente en très grand nombre. S'il y avait aussi des hésitations parmi les gens descendus dans la rue, il y a eu des affrontements avec la police. Des militaires qui protégeaient le commissariat de Molenbeek ont été caillassés.

Entre temps, des affiches anarchistes, s'opposant tant à l'État belge qu'à l'État islamique, apparaissent sur les murs des quartiers de Bruxelles. Un appel est lancé à un rassemblement dans ce sens pour le 9 avril, par voie de tractages assez conséquentes dans les quartiers et des affiches. « *Les massacres commis au nom d'Allah sont insupportables, comme le sont ceux commis au nom de toutes les religions, de vraiment toutes, qu'elles se nomment Argent et Economie, Nation et Etat, Science et Progrès. Tout ce qu'elles ont à offrir ce sont des vies insipides de soumissions. Il est plus que temps de reprendre goût à la vie. Il est plus que temps de s'attaquer à tout ce qui veut imposer une autorité aux individus, avant de se faire complètement enfermer. Il est plus que temps de défricher un chemin qu'ils ne pourront pas récupérer, sans chef ni politicien, où chacun avance à travers l'auto-organisation et l'action directe, vers l'inconnu d'une vie qui vaut la peine d'être vécue. Au nom de la seule chose qu'on pourrait bien définitivement perdre, la liberté !* » Ce jour-là, toute la zone sera quadrillée par la police, empêchant tout début de manifestation, une petite vingtaine de compagnonnes et compagnons sera immédiatement arrêté et relâché au compte-goutte pendant la

nuit. La police en profite aussi pour faire une descente au Passage, le local de lutte contre la maxi-prison à Bruxelles (c'est la troisième descente).

Et la lutte contre la maxi-prison ? Et bien, après des mois de silence, le consortium des entreprises a lancé une nouvelle procédure pour obtenir les permis nécessaires. Plus que jamais, ce projet de maxi-prison fait partie d'une large offensive du pouvoir contre les indésirables à Bruxelles, une offensive maintenant clairement passée à une vitesse supérieure. Alors, comme on peut le lire dans le numéro 15 du bulletin contre la maxi-prison, *Ricochets* : « C'est pour cela qu'il nous faut faire encore un effort dans la lutte contre la maxi-prison. Pour les bousculer par la force. Pour leur lancer un cri de défi : nous continuerons à lutter, par l'affrontement et l'action directe, pour la liberté. Encore un effort, pour qu'à travers cette lutte, on jette les bases pour les combats à venir, des combats plus durs, plus rudes, plus aiguisés. Encore un effort pour que, pourquoi pas, ils renoncent définitivement à nous imposer cette maxi-prison qui, si elle était construite, jetterait une ombre terrible sur nos vies. Encore un effort pour défendre haut et fort toutes les actions directes qu'il y a déjà eu, aux quatre coins de la Belgique, dans les zonings industriels ciblant les entreprises comme dans les rues de Bruxelles ciblant les défenseurs de l'ordre, les défendre comme faisant partie d'une lutte acharnée pour la liberté.

Et d'où doit venir cet effort ? De chacun et de chacune d'entre nous, de chaque cœur révolté dans les quartiers, de toute personne qui s'est battue contre la construction de cette maxi-prison. C'est de là, de la part de ceux qui sont écrasés par l'État mais qui ne se sont pas pour autant résignés, que cet effort, ce signal de début d'un combat plus vaste, plus révolutionnaire, plus téméraire, doit venir. Encore un effort, *du dawa partout*. Un effort pour mettre le feu aux poudres qui s'accumulent dans les rues de Bruxelles. Et alors, on jettera le plus sublime des défis dans la gueule des militaires, des flics, des politiciens, des juges, des journalistes, des riches, des eurocrates : le défi du combat pour la liberté. »



À PROPOS DU PROCÈS ANTITERRORISTE À VENIR CONTRE DES ANARCHISTES ET ANTI-AUTORITAIRES

Avril 2016 - Belgique

*Si se battre pour la liberté est un crime,
l'innocence serait vraiment le pire de tout.*

Fin 2008, en pleine période d'hostilités diffuses déclenchées par la révolte en Grèce suite à l'assassinat d'Alexis par la police, le Parquet Fédéral belge lance une enquête visant des anarchistes et des anti-autoritaires. En 2010, sur la base d'une liste d'actions que la police attribue à la « mouvance anarchiste » et alors que la lutte contre la construction d'un nouveau centre fermé à Steenokkerzeel se fraye un chemin, la juge d'instruction Isabelle Panou est affectée à l'enquête qui relève désormais de l'antiterrorisme. En mai, puis en septembre 2013, une dizaine de perquisitions ont lieu dans le cadre de cette enquête, ces perquisitions visent différents domiciles ainsi que la bibliothèque anarchiste *Acrata* située à Bruxelles. C'est à cette occasion que l'existence d'une enquête antiterroriste se donne à voir pour la première fois. Cette enquête est menée par la section antiterroriste de la police judiciaire fédérale qui se retrouvera épaulée tantôt par la *Sûreté de l'État*, tantôt par le *Service Général du Renseignement et de la Sécurité* de l'armée ainsi que par différents services anti-terroristes d'autres pays européens. C'est en 2014 que l'enquête est close, aboutissant aujourd'hui au renvoi devant la Chambre du Conseil de douze anarchistes et anti-autoritaires.

Après une séance de légalisation des méthodes particulières de recherche utilisées dans le cadre de cette enquête (filatures, écoutes téléphoniques, placement de microphones dans un domicile, perquisitions en cachette, tentatives d'infiltration, placement de dispositifs de vidéo-surveillance devant des domiciles et à l'intérieur d'un domicile) en octobre 2015, le dossier est renvoyé devant la Chambre du Conseil. La séance de cette Chambre est fixée pour le 10 mai 2016 et déterminera s'il y a lieu de confirmer la tenue d'un procès et, si oui, sous quelles accusations.

De son enquête, le Parquet Fédéral s'est efforcé de tirer pas moins de 29 inculpations individualisées. Neuf compagnons sont accusés d'appartenance à une organisation terroriste et de participation à des activités terroristes pendant des périodes plus ou moins longues. Trois d'entre eux sont en plus accusés d'en être les « dirigeants ». Par ailleurs, trois autres personnes ayant été arrêtées dans la foulée d'une attaque contre le commissariat des Marolles sont quant à elles accusées d'appartenance à ce groupe terroriste pendant un jour, ainsi que des différentes inculpations se rapportant à cette attaque. Ça c'est pour l'accusation générale.

Celle-ci est ensuite complétée par des accusations plus spécifiques telles que participation à une manifestation

sauvage devant le centre fermé 127bis à Steenokkerzeel (transformée en « tentative d'incendie volontaire » et d' « infraction terroriste » par le parquet), préparation et participation à une attaque contre le commissariat de police dans les Marolles (qualifiée par le parquet d' « infraction terroriste »), coups et blessures sur des agents de police à plusieurs reprises, obstruction de la voie publique, dégradations diverses et variées, vols à l'étalage, incendie de voitures de gardiens de prison sur le parking de la prison de Iltre, incitation à commettre des infractions terroristes... Il est à préciser que ces accusations spécifiques visent à chaque fois des compagnons spécifiques, c'est-à-dire que tout le monde n'est pas inculpé pour l'ensemble des faits reprochés.

En arrière-plan de cette enquête qui a duré plusieurs années et qui a produit pas moins de 32 cartons de paperasses, le Parquet Fédéral émet l'hypothèse qu'un « groupe anarchiste terroriste » serait actif, notamment à Bruxelles, et que les inculpés auraient « participé à » ou « favorisé » ces activités. Il dresse par exemple une longue liste d'une 150-aine d'attaques, dont une bonne partie incendiaires, contre des structures de la domination, des commissariats, des tribunaux, des banques, des entreprises qui se font du beurre sur le dos de l'enfermement, des chantiers, des véhicules de diplomates, d'eurocrates et de fonctionnaires de l'OTAN, des antennes de téléphonie mobile,... Toutes ces attaques ont eu lieu à Bruxelles et dans ses environs entre 2008 et 2013.

L'invention d'un groupe terroriste qui serait responsable de l'ensemble de ces faits (ne serait-ce que par le fait de « les avoir rendus possibles ») permet de jolies pirouettes servant l'accusation : une bibliothèque devient un lieu de recrutement, des discussions deviennent des réunions clandestines, des tracts et des journaux de critique anarchiste deviennent des manuels de guérilla urbaine, des manifs et des rassemblements deviennent des appels au terrorisme, des liens affinitaires entre des personnes en lutte et l'auto-organisation qui peut en découler deviennent « un groupe terroriste structuré ». L'invention d'un « groupe terroriste anarchiste » est bien évidemment une tentative assez maladroite de la part de l'État de réduire la subversion anti-autoritaire et révolutionnaire à l'œuvre d'un seul « groupe structuré ». En tentant de mettre derrière les barreaux une poignée d'anarchistes qui dérangent, l'État cherche à décourager les réfractaires de passer à l'action directe contre ce qui nous opprime et exploite et d'imposer un silence absolu aux désirs, possibilités, réflexions et critiques qui s'affrontent à ce monde autoritaire.

Ce qui est renvoyé devant le tribunal, c'est donc toute une mosaïque de luttes, de révoltes, d'idées, d'actions directes, de critiques, d'imaginaires révolutionnaires,

d'agitations qui ont, pendant des années, cherché à s'attaquer à la domination. En cela, l'éventuel procès concerne non seulement les compagnons inculpés, mais aussi tout individu, tout anarchiste, tout révolutionnaire, tout réfractaire à l'ordre, tout insoumis à l'autorité qui ne veut pas rester les bras croisés devant l'exploitation et l'oppression. Ce qui est visé, c'est la recherche de l'autonomie dans l'action, l'auto-organisation dans la lutte, l'action directe dans toute sa diversité, le choix de défendre et de diffuser des idées anarchistes et révolutionnaires, de participer ensemble avec d'autres révoltés à des combats auto-organisés et autonomes. Et finalement, sans doute, une approche combative de l'anarchisme qui part de l'individu, de l'affinité, de l'informalité.

Il serait étrange de séparer la répression qui vise aujourd'hui quelques anarchistes et anti-autoritaires de l'ensemble de la répression qui cherche à mater (souvent préventivement) toute critique de l'ordre établi et la révolte. A coups de « menaces terroristes », de crise de réfugiés, de lutte contre la criminalité et de guerres bien réelles, la répression étatique passe aujourd'hui à la vitesse supérieure. Dans une période où les changements et les restructurations viennent toujours plus rapidement modifier les terrains de la conflictualité sociale, neutraliser ceux qui dérangent par leur pensée et leurs actes fait partie d'un ensemble qui cible les exploités et les opprimés : le durcissement des conditions de survie, la militarisation des frontières, l'imposition d'un contrôle technologique massif, la construction de nouveaux camps de détention,...

Se défendre contre ce coup répressif qui veut renvoyer des compagnons devant un tribunal sous des accusations de terrorisme, c'est défendre la possibilité et l'espace de l'agir anarchiste et anti-autoritaire. Et, par la solidarité avec les compagnons inculpés, faire face à la répression étatique qui vise à paralyser toute action subversive.

Plus d'infos et contact...

La Lime

Caisse de solidarité bruxelloise

lalime@riseup.net

<http://lalime.noblogs.org>

Réunion chaque premier lundi du mois à 19h30 à Acrata

Acrata

bibliothèque anarchiste

acrata@post.com

<https://acratabxl.wordpress.com/>

Rue de la Grande Ile 32 - Bruxelles



LONDRES 2016 : LE TERRAIN DE LUTTE DANS NOTRE VILLE

Janvier 2016 - Royaume-Uni

Si vous voulons amener un peu de vie et d'anarchie dans les rues de Londres, comprendre le terrain sur lequel nous nous battons aidera. Cet article analyse le rôle de Londres au sein du capitalisme mondial, comment cela pousse au « nettoyage social » [*social cleansing*] et au contrôle, et jette un regard sur quelques brins de résistance de l'année dernière. C'est une version réduite de notre pamphlet complet « Londres 2016 », qui développe ces points plus en détail.

L'ennemi

La ville de Londres d'aujourd'hui est moins la capitale d'un État-nation qu'elle est un centre de blanchissement d'argent pour les élites du monde.

Les schémas de développement qu'on voit aujourd'hui datent des années 1970, quand l'économie internationale a commencé à « se mondialiser ». Le bloc soviétique et les mouvements ouvriers organisés se sont effondrés, les politiques néolibérales du « marché libre » se sont déchaînées. Pendant que « les pays en développement » s'ouvraient pour le capital international, l'industrie s'est déplacé en « offshore » des économies riches vers l'Asie ou l'Amérique du Sud où les salaires étaient beaucoup plus bas. Au Royaume-Uni et dans d'autres pays riches, les mines, les usines et les chantiers navals étaient fermés,

provoquant une croissance du chômage et de l'inégalité.

La paix sociale post-guerre était menacée. Dans les années 1980, lors du processus de « dépossession » de la classe ouvrière traditionnelle, les grèves des mineurs amenaient des parties d'Angleterre sur le bord de l'insurrection tandis que des émeutes faisaient rage à Brixton, Tottenham et dans autres ghettos. Les élites gardaient le contrôle en augmentant la répression : plus de prisons, plus de surveillance, plus de travail policier en style militaire. Mais, plus important, en trouvant des manières pour garder la majorité « inclus » dans le rêve du consommateur. La manière pour le faire : la dette. En bref, la Chine et d'autres économies « productives » nous envoient leurs marchandises sous crédit, réalisant en échange des investissements en actions jusqu'au immobilier.

Pendant que d'autres parties de l'économie du Royaume-Uni stagnent, Londres prospère à cause de ce flux de marchandises et de dettes. Elle a deux centres de pouvoir : les tours en verre de la City, zone des grandes banques, fonds d'investissement et des échanges financiers ; et le quartier noble de West End (Mayfair, Knightsbridge, etc.) où les élites mondiales – des patrons des fonds spéculatifs aux cheikhs du pétrole du Golf ou des petits princes du parti chinois – concluent des marchés discrets et empilent et dépensent leurs fortunes.

Suffisamment de richesses tombent de la table pour embaucher nombreux d'entre nous dans leurs armées de servants, de comptables et avocats de taxes aux serveuses et promeneurs de chiens. Même si les salaires stagnent, les crédits à bas intérêts – hypothèques et petite spéculation immobilière, cartes de crédit, des prêts jusqu'au jour du paiement de salaire etc. - nous font continuer.

L'explosion du marché du logement

Le facteur le plus évident de changement dans la ville est le développement urbain. Un logement à Londres coûte maintenant en moyenne £500,000, bien loin de ce qu'un Londonien moyen peut se permettre. A part un petit recul autour de 2008, les valeurs immobilières ont été constamment en augmentation depuis deux décennies, avec un saut de 40 % dans les derniers deux ans. C'est un effet direct du capital qui entre dans la « ville mondiale ».

D'abord, il y a un influx d'acheteurs riches de propriétés de luxe. Londres compte plus de 4000 « Ultra High Net Worth Individuals » [*individus avec un capital net très grand*], le plus haut concentration de ces personnages répugnantes au monde. A part acheter une propriété où habiter, ou à visiter occasionnellement, les élites mondiales utilisent le marché immobilier comme une « valeur refuge » pour empiler leurs fortunes. De telles développements « d'excellence » dominent l'explosion du marché de logements, vu qu'ils représentent autant d'investissements désirables qu'ils font profiter le développeur le plus grand.

Plus en bas, les familles de classe moyenne sont alors poussés en dehors de leurs zones traditionnelles, s'installant dans des zones de la classe ouvrière. La demande est encore poussée en haut vu que des travailleurs immigrés – venant autant de l'intérieur que de l'extérieur du pays – sont attirés vers l'économie tertiaire de la ville. La population de Londres augmente rapidement – 115 000 personnes en plus chaque années, avec un total de 8,6 millions d'habitants l'année dernière, touchant des niveaux qui n'étaient plus vus depuis l'époque des bidonvilles des années 1930 (après la guerre, beaucoup de Londoniens quittaient la ville pour s'installent dans les « villages nouvelles »).

Mais très peu de nouveaux habitants peuvent se permettre de faire partie du rêve de « propriétaire de maison », promu par les politiciens depuis les années 1980. En même temps, les « logements sociaux » à bas prix continuent à disparaître. On est en train de retourner à l'image de la ville dans les 1930 quand des grands propriétaires immobiliers possédaient la ville.

Deux significations du nettoyage social

Le paysage général, c'est : le développement urbain qui s'étend depuis les centres fortunées (City et West End). Au niveau de la rue, cela implique deux formes de « nettoyage social ».

Premièrement : chasser des gens. Des gens sont obligés à partir avec la hausse des loyers, les logements sociaux sont vendus ou démolis. Ce processus est accéléré par des mesures comme le « taxe sur les chambres à dormir » et le « benefit cap » [la limite de ce que des personnes peuvent avoir comme aides sociaux], ainsi que par des rafles contre des clandestins, des travailleuses de sexe et d'autres indésirables. Ceux qui restent malgré tout, sont entassés toujours plus.

Deuxièmement : nettoyage de l'environnement social. Des pavés carrés de tours d'appartements « identikit » [l'accès est gérée par reconnaissance faciale] dont les plus moches rappellent l'architecture italien fasciste des années 1930. Les rues deviennent des grilles contrôlables bourrées de vidéosurveillance, de « pointes anti-SDF » et d'autres éléments architecturales hostiles, surveillées par des « gardiens du quartier » dans des « zones » de contrôle avec poteaux indicateurs, mises en œuvre par des « anti social behaviours orders » [*ordres de comportement antisocial*].

Ces transformations sont promues par des « partenariats de développement » entre investisseurs, agents immobiliers, politiciens et bureaucrates locaux, policiers, services d'immigrations, commerces, etc. Avec des motivations diverses de gain, de pouvoir ou de prestige, ils travaillent ensemble pour créer une ville de contrôle.

Un paradis de sécurité

Londres possède deux grands attraits pour le capital mondial : sa situation historique au cœur des réseaux de pouvoir mondial et sa sécurité. Le régime est stable et complaisant envers le commerce. La fameuse Mob Londonien autrefois très puissante, ne s'est bougée qu'à quelques moments pendant le dernier siècle, et à chaque fois les troubles ont été de courte durée.

La grève générale de 1926 a été avortée en toute sécurité par les chefs syndicaux ; les mouvements de squatteurs de 1946 ont été absorbés par l'État social ; les grèves et les émeutes des années 1980 ont été maîtrisées pendant que la gauche (le parti travailliste, les syndicats, les trotskistes, etc.) a joué son rôle dans la gestion du mécontentement. En août 2011, des émeutes ont secouées les zones exclues de Londres (et ailleurs), mais n'ont jamais menacé les centres du pouvoir. La révolte a été écrasée avec plus de 1000 personnes envoyées en taule.

Trois ans et demi plus tard, en hiver de 2014-2015, on a commencé à voir quelques murmures de résistance auto-organisés aux lignes de front du développement urbain...

Quelques grains de résistance

En septembre 2014, un groupe de mères célibataires menacées d'expulsion d'un foyer, qui s'est appelé « Focus E15 », ont occupé un bâtiments d'appartements au Carpenters' Estate à Stratford, East London. Ce quartier, juste à côté du site des Jeux Olympiques de 2012,

est plus particulièrement visé par un schéma de démolition et de gentrification.

L'occupation n'a duré que quelques semaines, mais a attiré beaucoup d'attention et a inspiré d'autres gens. Des mobilisations similaires ont vu le jour les mois suivants dans différents quartiers ouvriers : New Era Estate à East End ; Cressingham Gardens et le Guinness Estate à Brixton; West Hendon et Sweet's Way Estates à North London. En cette même période, il y a aussi eu une hausse de l'activisme concernant le logement par des groupes comme le Hackney Renters (aka DIGS) et le Housing Action Southwark and Lambeth (HASL) : résister aux expulsions avec des tactiques allant de procédures légales aux rassemblements, occupations de bureaux et de la résistance directe.

Même si ces occupations locales se sont vus sauter dessus assez rapidement par les médias gauchistes et progressistes, elles étaient relativement autonomes. Le SWP (parti trotskiste) a été démolé par un grand scandale de viol, tandis que le parti travailliste semble en déclin terminal. Le sol était peut-être fertile pour des nouvelles formes de résistance auto-organisée.

The Aylesbury Occupation

L'occupation la plus déterminée et combative a commencé le premier février 2015, quand un « bloc de squatteurs » anarchistes d'environ 150 de personnes est partie en manif sauvage depuis la « Manif pour le Logement » pour aller occuper un bâtiment vide sur Aylesbury Estate, le plus grand complexes de bâtiments appartenant à la commune destinés à être démolis et gentrifiés. Quand la Commune de Southwark s'est présenté avec 100 policiers anti-émeute pour expulser l'occupation le 17 février, les squatteurs ont utilisé la ruse de se déplacer vers un nouveau bâtiment fortement barricadé pendant que dans la rue se rassemblaient suffisamment de gens solidaires pour que la police se retire.

Les semaines suivantes, la police a évité les grandes confrontations, tandis que la commune a fait le siège à l'occupation. Elle a fait construire un grillage avec des fils barbelés pour une valeur de £150 000 autour de l'occupation et a embauché une armée de vigiles pour des centaines de milliers de livres en plus. Le siège a marché. Petit à petit, la plupart des squatteurs ont trouvé une accommodation plus facile tandis que les gens solidaires étaient tenus à l'écart. L'occupation s'est terminé avec une belle manifestation le 2 avril pendant laquelle plusieurs grilles ont été abattues.

En dernier analyse, on n'avait pas suffisamment de force pour maintenir cette occupations ou d'autres occupations pendant longtemps. Et même si on a saturé les environs avec des affiches, des tracts, des slogans sur les murs, en allant toquer aux portes, en mettant des tables de presse dans la rue, en organisant des rassemblements, des réunions et des manif,... la grande majorité des riverains n'étaient pas enclins à passer à l'ac-

tion. Beaucoup d'entre eux étaient de notre côté, mais à part quelques exceptions remarquables, leur soutien est resté passif.

Les stratégies des communes comme Southwark et Newham se sont, jusqu'aujourd'hui, démontrées efficaces. Les bâtiments sont laissés à l'abandon ; ceux qui sont d'accord se voient octroyer des nouveaux logements ; et ceux qui refusent perdent toute chance de trouver un logement abordable au centre de Londres. Les schémas se font en phase aux cours d'années, les gens sont déplacés plutôt individuellement que par des dramatiques expulsions de masse.

Raffles et petites émeutes

Trois mois plus tard, le 21 juin, une équipe du service des étrangers a arrêté un homme devant une poissonnerie sur East Street, le marché de rue près de Aylesbury Estate. Les flics de l'immigration avait déjà effectué plusieurs raffles à East Street pendant la semaine. Ces raffles font partie d'une logique plus ample de « nettoyage social », avec le gouvernement, la police et les autorités locales collaborant pour cibler des marchés de rue dans les quartiers dans la ligne de mire.

Cette fois-ci, quelqu'un a vu la rafle est a mis une alerte sur les réseaux sociaux, relevée par le « Anti Raids Network » qui l'a largement diffusé. Le fourgon des flics a été encerclé et bloqué, ses pneus dégonflés. Les policiers ont été bombardés d'œufs et de fruits. Quand les flics anti-émeute sont arrivés, une bataille de rue s'est déclenchée. Les gens barricadaient les rues et attaquaient les flics avec des pierres, du mobilier urbain et tout ce qui leur passait par la main. La police anti-émeute a finalement réussi à escorter le « fourgon raciste » et quitter la zone. La foule a célébré sa rébellion en dansant aux sons d'un système de musique portable.

Les jours suivants, des anarchistes sont retournés à East Street et aux alentours pour coller des affiches et parler avec ceux qu'ils rencontraient de ce qui s'était passé et comment on pouvait faire pour se défendre contre la répression qui allait suivre. Pour l'instant, quatre compagnons sont accusés de « désordres violents » et « incarcération illicite » (c'est-à-dire, la séquestration des flics de l'immigration!).

Cette petite émeute n'était qu'un avant-goût de ce que la police de Southwark a cherché d'éviter lors de l'occupation de Aylesbury : des anarchistes, des habitants d'Aylesbury, des gens du marché et des jeunes du quartier qui se battent ensemble et chassent les flics du quartier. Là où l'occupation a été contenue par des grillages, cette fois-ci, la rébellion s'est répandu dans la rue et au-delà des différences d'âge, d'origine et d'identité.

Quelques semaines plus tard, à Shadwell (East London), quatre fourgons de l'immigration sont attaqués, leurs pneus crevés et les habitants de la zone jetant des œufs depuis les bâtiments. D'autres exemples rendus publics

se sont passés ailleurs à Londres. Lors d'un interview à la radio en septembre, un représentant de la police de l'immigration a dit que ses collègues doivent affronter des incidents chaque semaine.

Le rythme lent du nettoyage social des quartiers fait qu'on commence à le voir comme quelque chose de normal et d'inévitable, on se résigne. Les rafles sont de la violence étatique dans sa forme nue et provocatrice, des attaques très visibles qui fissurent la façade de la normalité et réveillent de la rage. Le « Anti Raids Network » et d'autres ont fait bien d'efforts pour combattre la normalisation des rafles : affiches, tracts, graffiti contre les rafles sont très visibles dans certains quartiers, et les attaques contre les « fourgons racistes » sont devenues assez commentées sur les réseaux sociaux de Londres.

Street party

Comme bien d'autres villes, Londres a ses traditions carnavalesques : du Carnaval de Notting Hill des dernières années aux Reclaim the Streets des années 90. Aussi l'année dernière, il y a eu plusieurs moments très intéressants lors des ces fêtes de rue. Le 25 avril, un Reclaim Brixton est devenu vivace quand une partie de la foule a quitté la « zone de protestation indiquée » pour aller bloquer l'axe central, des passants les ont rejoints, des jeunes ont appelé leurs amis à venir. La vitrine de Foxtons, un agent immobilier détesté, a été détruite sous les hourras de la foule, et des petites groupes ont attaqué le bâtiment de la Commune et le commissariat.

Les street party « Fuck Parade » appelés par Class War tout au long de l'année à Whitechapel, Camden et Shoreditch ont aussi pris pour cible les zones en pleine gentrification, où il y a de la tension sociale et une vie de nuit, descendant dans la rue avec de la musique, de la fumée et des feux Bengale. Début novembre, la police a tenté d'empêcher des centaines de ravers de se rendre à la fête de squat Scumoween à Vauxhall. La situation a tourné en émeute, avec des barricades, des charges policières et des batailles de rue tout au long de la nuit.

Certains pourraient rejeter ces événements comme du « spectacle ». Mais ils sont une partie importante de la rébellion qui se passe à Londres. Beaucoup de gens qui y participent sont des jeunes, des ravers, des passants qui n'iraient jamais à une manif. Ensemble pour un moment, on prend la rue, rencontre des inconnus, défie le contrôle de l'espace urbain, et parfois il y a une véritable bataille.

Un « mouvement » ?

La première moitié de 2015, il semblait que quelque chose pourrait naître entre les occupations de Stratford jusqu'à Southwark. En visitant les occupations des uns des autres, en se rencontrant lors de rassemblement ou de street party, des connexions se sont créées à travers

toute la ville, et des nouvelles initiatives ont vu le jour dans des endroits inattendus.

Mais vers septembre, toutes les occupations étaient disparues. Quelques occupations ont gagné des concessions, comme par exemple le fait qu'il n'y a pas encore eu des démolitions à Carpenters ou à Aylesbury. Mais ce sont plutôt des retards que des vrais abandons. De notre côté, le flot d'idées et d'actions semblait se dessécher.

Au final, cela a quand même été un mouvement d'« activistes », impliquant peu de personnes en dehors des cercles assez fermés. On n'a pas trouvé les manières pour briser la résignation de la plupart de nos voisins. Peu de gens sont contents avec comment vont les choses, mais peu d'entre eux imaginent qu'il est possible de faire quelque chose. Jusqu'à ce que nous trouvons des façons pour affronter cette situation de résignation et de consensus très répandus, on ne serait pas une menace sérieuse pour les puissants.

La vie versus le contrôle

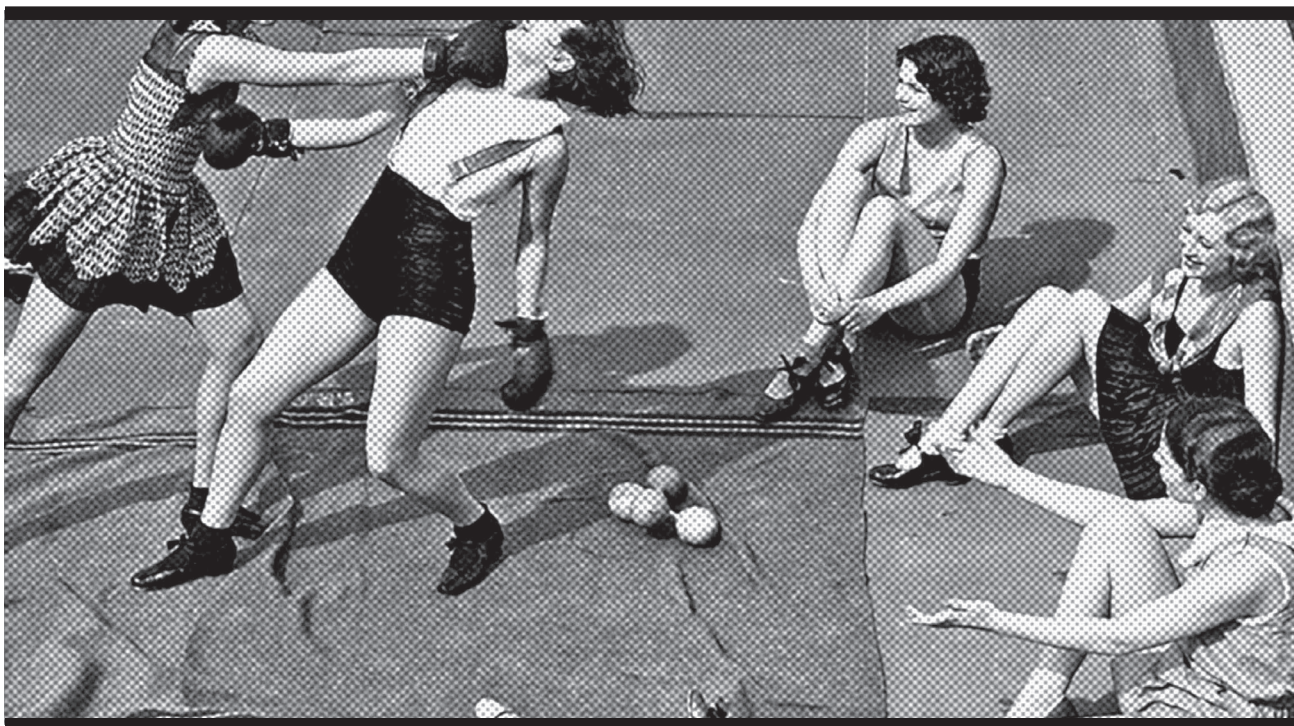
Il est facile de se décourager vu nos faiblesses et les forces qu'on a contre nous. Mais si pour l'instant, l'ennemi semble inattaquable, il peut très rapidement perdre sa prise, comme en août 2011. Et si on peut trouver des façons pour se battre dans cette ville-clé, cela pourrait avoir des répercussions partout.

Ce qui a marché bien l'année dernière, c'était : des petits groupes d'amis et de compagnons qui lancent des projets particuliers, focalisés sur les « lignes de faille » locales du développement urbain. Et ensuite, le réseau informel et le partage entre ces projets, qui ne cherche pas à créer une organisation unifiée qui absorberait toute vie et action.

On a échoué particulièrement sur : le fait que nos projets sont devenus isolés et contenus, parfois par des grillages physiques, mais plus important, par notre incapacité de se connecter avec nos voisins au-delà des ghettos de la « gauche », de « l'activisme », la scène squat. Il faut faire des nouvelles rencontres avec d'autres qui sont aussi prêt au combat. Et il faut trouver des nouvelles façons pour saisir les imaginaires et réveiller la passion de ceux qui sont résignés.

Voici un possible point de départ pour imaginer la bataille à venir. Contre la ville de contrôle, les zones stériles du développement urbain, créons et luttons pour des brèches dans leur pouvoir, d'une street party qui part en émeute pendant une nuit à une occupation. Des moments et des espaces de vie sauvage, de différence, de créativité décentralisée et d'auto-organisation – en bref, de vie.

Quelques renards londoniens



COMMUNIQUÉ SUR LA DERNIÈRE OPÉRATION RÉPRESSIVE À BARCELONE

Avril 2016 - Espagne

Ce mercredi 13 avril a commencé à 5 du matin une opération des Mossos d'Esquadra à Barcelone, au cours de laquelle deux domiciles particuliers et un centre social du quartier de La Salut, « les Blokes Fantasma » ont été perquisitionnés, la vingtaine de personnes habitant ce dernier bâtiment se voyant retenue douze heures.

A côté du saccage et de la destruction qui accompagnent toute perquisition policière, cette opération s'est soldée par l'arrestation d'une compagne qui avait déjà été emprisonnée dans le cadre de l'Opération Pandora, et sur laquelle pesait depuis le 11 avril un mandat d'arrêt européen pour l'accusation d'avoir participé à des expropriations d'agences bancaires sur le territoire allemand.

Après qu'elle ait été amenée à l'Audiencia Nacional espagnole, le juge Eloy Velasco a ordonné l'incarcération en prison préventive de notre compagne qui a été transférée au centre pénitentiaire de Soto del Real. Etant donné qu'elle est aussi mise en examen dans la procédure Pandora (actuellement en phase d'instruction) et qu'elle a manifesté sa volonté de ne pas être extradée, notre défense a demandé un "conditionnement" du mandat d'arrêt afin qu'elle puisse purger la prison préventive dans l'Etat espagnol, dans l'attente du pro-

cès qui l'attend ici. Dans un délai de 2 mois maximum (prolongeables un mois supplémentaire), l'Audiencia Nacional devra décider si elle suspend temporairement ou pas la remise de notre compagne aux autorités allemandes. A partir des informations publiées dans la presse allemande, nous avons pu savoir qu'on lui attribue une expropriation ayant eu lieu dans la ville de Aix-la-Chapelle au cours de laquelle –toujours selon la presse– le groupe de braqueurs aurait emporté une importante quantité d'argent de la banque sans causer de blessures ni aucun dommage personnel.

Quelle que soit l'évolution de la procédure judiciaire, nous voulons montrer publiquement notre soutien à la compagne revendiquant comme nôtres ses objectifs révolutionnaires, sa lutte et son activité militante. Nous qui la connaissons de près, savons qu'elle s'est entièrement gagnée la solidarité de toutes. Nous parlons d'une personne en lutte et anarchiste, active depuis des années dans divers projets antiracistes, féministes et libertaires de Barcelone, toujours solidaire avec les personnes sous le coup de la répression, toujours disposée à aider dans la mesure du possible, toujours partante, toujours généreuse, joyeuse et souriante avec les proches, toujours intransigeante et ferme contre tout ce qu'elle perçoit comme injuste.

La tentative médiatique de la transformer en « danger public » ne pourrait être plus perverse. D'autant plus alors que cette opération de manipulation médiatique implique de présenter les banques comme des victimes, dans une totale inversion de la réalité, magnifiant ceux ont volé, pressé comme des citrons, escroqué, expulsé et fait des coupes drastiques impunément durant des années, tout en criminalisant celles et ceux qui se révoltent contre leur ordre et osent les attaquer.

Il nous est tout à fait indifférent de savoir si la compagne est réellement responsable ou pas de ces braquages. L'expropriation est une pratique éthiquement juste et politiquement légitime, une méthode de lutte qui fait partie de l'histoire de tout mouvement révolutionnaire.

En effet, malgré les incessantes tentatives de la part du Pouvoir de réduire cette méthode au cadre d'une "crime commun", mû par l'intérêt et l'avarice individuels, il est certain que l'expropriation des lieux d'accumulation de capital est une constante dans notre histoire : des groupes anarchosindicalistes qui au début du XXe siècle volaient les banques pour soutenir des grèves ou aider les familles des compagnons emprisonnés, jusqu'aux différents groupes autonomes des années 70-80 comme le MIL, la OLLA ou l'ERAT (formé par des ouvriers de la SEAT) qui détournaient l'argent accumulé par les riches vers divers projets des exploité-e-s en lutte, en passant par les groupes de maquis comme ceux de Sabaté ou de Facerias, qui dans la période d'après-guerre réalisaient des braquages pour financer la résistance contre le régime franquiste. L'expropriation, aussi bien comme expression d'une lutte politique générale, que sous la forme de banditisme social dans laquelle est récupéré tout ce que les banques nous volent pour se libérer des chaînes de l'exploitation salariée ne nous semble répréhensible sous aucun principe, bien au contraire. Le fait que des gens que se lassent d'être systématiquement piétiné-e-s et pressé -e-s par la mafia légalisée, confirme que « nous ne sommes pas des marchandises

aux mains des politiques et des banquiers », et qu'heureusement la condition humaine résiste à accepter avec soumission la dictature du capital sur nos vies.

La chasse policière et médiatique qui s'est déployée autour de ces braquages en Allemagne ne doit pas faire perdre la perspective ni confondre l'ennemi. Le véritable danger public c'est le pouvoir représenté par des criminels comme Wolfgang Schäuble et Angela Merkel, le pouvoir qui n'a pas vidé que quelques coffres-forts, sans la richesse sociale de peuples et de territoires entiers. C'est le pouvoir des élites transnationales qui ont jeté des millions de personnes dans la misère pour imposer des mesures d'austérité servant leur projet néolibéral et impérialiste.

L'arrestation de notre compagne n'est qu'une raison de plus pour combattre ces élites et le système qu'elles représentent, un système fanatiquement poussé par l'accumulation d'argent dans quelques mains aux dépens de la souffrance, de la dépossession et de l'exploitation des autres. Ni les poursuites policières ni la propagande massive du régime ne peuvent cacher ce qui est déjà évident pour tout le monde : comme l'a dit le poète, quel délit représente voler une banque en comparaison avec le fait d'en fonder une ?

Liberté immédiate pour la compagne emprisonnée à Madrid !

Bloquons le processus d'extradition !

Solidarité avec le cso blokes fantasma et toutes les personnes en lutte poursuivies !

Tant qu'il y aura de la misère il y aura de la révolte !

Des compagnes et compagnons de la personne emprisonnée

15 avril 2016, Barcelone



POUR UN 29 MARS INSURGÉ ET ANARCHIQUE

Mars 2016 - Chili

Le 29 mars comme Journée du Jeune Combattant trouve son origine dans l'exercice de mémoire combative à partir de l'assassinat des frères Rafael et Eduardo Vergara Toledo en 1985 durant la dictature cívico-militaire qui se solda en 1990 par une sortie pactisée.

Le souvenir combatif et révolutionnaire s'est ensuite propulsé dans le contexte de la domination démocratique et s'est répandu jusqu'à l'heure actuelle, faisant le lien avec de nouvelles générations de rebelles autonomes, anarchistes et organisés horizontalement.

Conscients de l'importance de cette date, mais aussi de celle d'agiter par-delà le calendrier et l'âge que nous avons, nous partageons le texte suivant -avec quelques ajouts- diffusé il y a quatre ans déjà et dont nous considérons qu'il a encore tout son sens aujourd'hui.

Face à une nouvelle "Journée du Jeune Combattant", Que l'insurrection et l'anarchie sortent dans les rues.

...Face à une nouvelle Journée du Jeune Combattant (29 mars), nous voulons partager avec les compagnon-ne-s quelques réflexions au sujet de certains défis que nous affrontons au cours de notre participation active d'agitateurs de l'anarchie dans un contexte où nous

ne sommes pas le seul courant à secouer les eaux de l'océan de la domination...

1) Le défi permanent du souvenir.

Même si le rythme vertigineux de la domination entraîne les individus à vivre dans un éternel présent de consommation, d'obéissance et d'aliénation, nous avons pour notre part le besoin constant de nous souvenir et de rappeler pour l'action, rappeler pour le présent et pour le combat quotidien. Parce qu'enrichir nos expériences actuelles avec celles du passé est fondamental pour placer notre agir à l'intérieur d'une rupture continue avec le monde de l'autorité, dans les différents contextes de lutte et ce malgré les coups répressifs. En effet, l'ennemi s'efforce d'isoler et de passer sous silence ces expériences afin que les nouveaux compagnon-ne-s recommencent sans cesse à zéro.

Il faut rappeler les frères Vergara Toledo, Ariel Antonioletti, la compagne Claudia López, le frère Mauricio Morales et les autres compagnon-ne-s tombé-e-s en combattant. Mais il est aussi important de connaître et d'analyser leurs contextes historiques, leurs expériences particulières et les dynamiques de lutte de chaque moment afin de ne pas tomber dans les

pièges de l'idéalisation ni dans la mare des idéologies. Connaître d'autres expériences de subversion, les évaluer et les critiquer fraternellement pour aiguïser nos positions et nos pratiques actuelles de lutte est quelque chose qui a toujours effrayé les puissant-e-s. C'est cela la mémoire combative...

2) Le défi de marquer la différence

Voulons-nous contribuer à radicaliser le conflit contre l'autorité ou allons-nous juste nous contenter de bouger dans le contexte de mobilisations déterminées par d'autres ?

Aussi bien lors des mobilisations récentes qu'à des dates comme le 29 mars et le 11 Septembre les rues sont inondées par diverses volontés qui semblent souvent unifiées à partir de pratiques communes qui les unissent dans l'action. D'un côté, il y a la masse citoyenne, ses processions et ses revendications envers l'Etat oppresseur, et de l'autre la diversité d'individus qui participent à la lutte de rue. Laisant de côté la masse citoyenne, il nous intéresse de souligner la nécessité que la propagande anarchiste/antiautoritaire soit présente dans les rues pour faire la différence avec d'autres discours et propositions émanant d'autres perspectives pour radicaliser la protestation sociale.

Pour commencer, il faut expliquer clairement que nous ne partageons pas les objectifs de ceux qui voient la lutte de rue et l'affrontement avec la police comme une simple forme de diversion aussi enivrante et fugace qu'une drogue. Pour nous, la nécessité de déborder et d'anéantir les limites imposées par l'ennemi dans tous les domaines de la vie -y compris la protestation- est un acte conséquent avec notre position antiautoritaire et nous essayons de porter ces positionnements dans chacune de nos actions, y compris dans celles qui aux yeux de certain-e-s peuvent paraître minimes ou insignifiantes comme notre alimentation et nos rapports entre ami-e-s et compagnon-ne-s ... C'est pourquoi nous refusons de nous revendiquer comme partie intégrante du lumpen, où abondent les attitudes consuméristes, machistes et autoritaires.

Il nous semble aussi nécessaire de marquer la différence avec les organisations marxistes-léninistes et toute la gamme de leurs collectifs satellites qui sous couvert de discours assembléaires et d'horizontalité alimentent les rangs des structures hiérarchiques de l'ultragauche avide de Pouvoir. Nous disons cela parce que nos projectualités sont complètement différentes de celles du Frente Patriótico Manuel Rodríguez (FPMR), de celles du Movimiento de Izquierda Revolucionario (MIR) et de celles du Movimiento Juvenil Lautaro (MJL). Ces partis léninistes aspirent à détruire le capitalisme et certaines formes de gouvernement, mais ils n'ont jamais été intéressés à détruire l'autorité et toute forme de domination. Au contraire, que ce soit dans leur manière de s'organiser ou dans leur proposition d'ordre social, ils manifestent le besoin de créer et d'utiliser des organes

de pouvoir pour être les avant-gardes (ouvertes ou cachées) des opprimé-e-s (comme le FER, Andha Chile et la ACES) et aspirent à contrôler un Etat prolétarien ou un gouvernement populaire dont l'expérience historique a démontré qu'il est en pratique totalement contre-révolutionnaire et autoritaire (comme cela s'est passé en Russie, à Cuba, en Chine, au Vietnam, et où que ce soit où les léninistes en tout genre occupent des postes de pouvoir)... Notre insurrection vise à détruire le Pouvoir, la leur à s'en emparer.

Il reste en plus à nous différencier de certains organes libertaires qui reproduisent des discours et des pratiques léninistes comme le fait de revendiquer des demandes partielles, les plateformes, les sigles et les avant-gardes dissimulées.

Finalement, à un niveau plus global, nous éprouvons le besoin de marquer de claires différences avec tout discours et agir n'ayant pas pour objectif permanent la destruction de l'autorité. De par leur contenu, leurs projectualités ou l'absence de celles-ci, certaines positions, quoiqu'elles puissent en partie paraître radicales dans les faits, n'aspirent pas à la propagation de la lutte contre le Pouvoir et sont donc quelque chose de très différent de la praxis anarchiste, insurgée et antiautoritaire.

... Voilà pourquoi il est clair pour nous (comme quelqu'un l'a déjà écrit) que nous sommes une minorité orgueilleuse à l'intérieur de la minorité.

Cependant, nous aspirons à ce que nos idées soient contagieuses pour d'autres, non pas pour imposer une quelconque hégémonie ou pour contrôler les luttes, pas plus que pour former des armées populaires ni faire appel à une classe sociale supposément destinée à faire la révolution. Nous aspirons à la propagation et à l'approfondissement de la lutte antiautoritaire simplement parce qu'il nous intéresse que d'autres individus refusent également cette réalité de domination et expérimentent la liberté et l'anarchie dans le combat protéiforme et quotidien. C'est pourquoi nous en appelons aux consciences individuelles et aux expériences communes qui permettent d'aiguïser le conflit et de donner une continuité à la lutte contre le Pouvoir. Il ne nous intéresse pas d'établir des programmes, mais en revanche nous avons des projectualités ; nous refusons de faire de l'organisation une fin en soi, mais nous l'utilisons comme instrument pour agir ; nous refusons de militer dans des organisations formelles qui divisent la lutte en étapes, qui n'aspirent qu'à recruter de nouveaux adeptes et ont des réponses structurées par leur idéologie. Pourtant, oui, nous avons une proposition et c'est la prolifération de groupes d'individus organisé-e-s par affinité, capables de générer des activités antiautoritaires de diverses sortes, ainsi que de se connecter et de se coordonner avec d'autres à travers l'informalité... Et au sein de cette proposition organisationnelle se matérialise en pratique la forme de vie que nous proposons : une vie libre, où les individus librement associé-e-s laissent libre cours à leur autonomie en soutien mutuel

avec leurs proches et en conflit permanent avec toute forme de Pouvoir. Nous croyons en cela et nous luttons pour cela, en développant des manières antiautoritaires de nous relationner et en éradiquant les rapports de domination et de dépendance, parce que notre manière de nous organiser reflète la manière dont nous voulons vivre, sans leaders ni représentants... C'est pourquoi nous refusons de séparer la lutte de notre propre vie...

3) L'importance de connaître la répression pour ne pas freiner la lutte.

Bien-sûr l'ennemi souhaite nous voir vaincu-e-s, aliéné-e-s, isolé-e-s, enfermé-e-s, paranoïaques, etc. Mais savoir comment fonctionne la répression et comment elle a opéré dans des contextes passés et récents nous aide à comprendre ce qui se passe autour de nous et dans une certaine mesure à anticiper de possibles coups répressifs. Il est bien connu que lors de dates emblématiques telles que le 29 mars ou le 11 septembre les agents du Pouvoir ont l'habitude de réaliser des filatures spéciales ou de mettre en ligne de mire de leur surveillance cer-

tains espaces et compagnon-ne-s connu-e-s pour leur position de vie anarchiste. Ils peuvent même procéder à des perquisitions ou lancer des menaces pour tenter de montrer que tout est sous contrôle ou simplement pour faire peur aux révolté-e-s. Par exemple, fin 2009 à l'aube des élections présidentielles, différents squats et centres sociaux autonomes ont été perquisitionnés, comme cela arrive souvent en Grèce avant certaines dates importantes.

Nous appelons donc celles et ceux qui se sentent partie prenante de la lutte anarchiste/antiautoritaire à rester sur leur garde et attentifs sans jamais baisser les bras ni tomber sous l'emprise de la peur, en nous maintenant actifs/ves partout et à tout moment.

Pour les combattant-e-s d'hier et d'aujourd'hui. Que ce 29 mars, l'insurrection et l'anarchie sortent dans les rues !!!

*Sin Banderas Ni Fronteras,
Núcleo de agitación antiautoritaria*



EN LUTTE CONTRE LE PATRIARCAT, MAIS AVANT TOUT... CONTRE TOUTE FORME D'AUTORITÉ !

Septembre 2015 - Chili

« Si notre désir est de détruire toute domination, il est alors nécessaire que nous allons au-delà de ce qui nous opprime, au-delà du féminisme, et au-delà du genre, parce que c'est là que nous trouverons la capacité de créer notre individualité indomptable pour affronter toute domination sans vaciller. Si nous désirons détruire la logique de la soumission, cela doit être notre objectif minimal. » (Willful Disobedience Vol. 2, No. 8.)

En tant qu'antiautoritaires, cela fait longtemps que nous n'avons la moindre doute par rapport au caractère patriarcal du système de domination en vigueur. Dans cette modèle de société, la différence de sexe biologique (génétique) entre hommes et femmes se traduit en une construction social de genres et de rôles qui imposent une supériorité du « masculin » sur le « féminin ».

Ainsi, les puissants, l'État et ses défenseurs s'efforcent à nous enseigner ce que c'est « être » une femme et « être » un homme. Dès l'enfance, on nous bombarde avec des définitions imposées, établissant des règles et des comportements, imposant des normes aux goûts et aux pratiques, cherchant à nous normaliser et à nous « différencier » les unes des autres avec des catégories fonctionnelles à l'ordre établi.

Entre compagnonnes et compagnons antiautoritaires, il est clair que le pouvoir cherche à nous définir et nous refusons de l'accepter, déconstruisant en nous-mêmes les choses avec lesquelles l'ennemi nous contamine depuis notre enfance. Il s'agit alors à se défaire de l'éducation citoyenne, à travers la confrontation et la construction de valeurs propres qui donnent forme et contenu au sentir, à la parole et à l'agir anarchiste.

On affronte ainsi cette dimension intérieure comme une partie de la recherche insatiable de la totalité de notre guerre contre la domination que nous amène à affronter tout ce que nous entoure, de l'intimité de nos sentiments, de la forme de laquelle nous les donnons vie, de ce que nous mangeons, de comment nous nous habillons, jusqu'à la manière que nous agissons contre l'autorité.

Il s'agit d'aller à fond, pour tout, sans ambiguïtés ni renoncements ni compromis qui nous réconcilieraient avec la norme sociale.

Nier l'existant, c'est déclarer la guerre à toute quadrillage du pouvoir, à ses lois, à sa culture, à son idéologie, à sa science etc. Pour cette raison, notre lutte n'est pas seulement anti-patriarcale, ni uniquement anti-spéciste, antifasciste ou anticapitaliste. Notre lutte est essentiellement ANTIAUTORITAIRE, car nous savons que ce

qui est sous-jacent à toute forme ou expression de la domination (tant le patriarcat comme l'anthropocentrisme, la science, le capitalisme etc.), sont les rapports de pouvoir, les hiérarchies et le principe de la domination. Contre ces expressions autoritaires, nous dirigeons notre critique destructrice, marquant une ligne de feu et de confrontation. L'objectif, c'est d'amener au quotidien la rupture avec le pouvoir.

Comme conséquence de ce qu'on vient de dire, notre proposition d'organisation et de vie est de lutter contre toute forme de pouvoir, purgeant nos rapports et nos vies en tension et conflit constants avec les logiques du pouvoir, construisant des relations d'affinité en libre association avec nos compagnonnes et compagnons, sans mettre en avant l'importance de leur sexe, leurs organes génitaux, leur race ou de leur espèce, car ce qui importe vraiment, ce sont nos négations des conditions que la société nous impose. L'important, ce sont les décisions que nous prenons pour rompre avec ces conditions et avec l'ordre établi.

Ainsi, nous nous éloignons des fausses communautés basées sur des aspects biologiques que nous ne pouvons pas choisir, tout comme nous prenons distance de n'importe quel discours qui attribue des rôles de protagonistes ou « plus révolutionnaires » à certains sujets opprimés à cause d'une supposé transcendance à partir de leur rôle de « victime historique » que le réseau de la domination a l'habitude de les octroyer.

Ce qui nous importe, c'est de comment nous affrontons au quotidien la vie, et pas avec quels organes génitaux nous sommes nées. Ce qui importe, ce sont nos valeurs

et nos actions, notre cohérence dans la lutte, et pas notre biologie, car ce ne seront pas les chromosomes, ni le rôle social que l'ennemi cherche à nous imposer qui définiront nos affinités, mais bien notre intégrité dans la guerre contre le pouvoir.

Ce que nous décidons et réaffirmons de façon constante et quotidienne, ce n'est pas uniquement de ne pas reproduire les logiques de la domination, mais aussi de les combattre activement, car ce que nous rejetons, ce sont les rapports de domination en soi, peu importe d'où ils viennent ou contre qui ils se dirigent, sans donner plus d'importance à l'une ou à l'autre, sans invisibiliser l'une ou l'autre.

Si nous comprenons l'autorité comme un ensemble, comme la déprédation de tout aspect de la vie, attaquons-la alors à la racine, à la base qui permette toute expression autoritaire. Attaquons l'essence même du pouvoir, et pas ses tentacules comme quelque chose de séparé, même si ces tentacules sont ou paraissent très vieilles ou fortes.

Sur le chemin vers la libération total, nous ne sommes pas des victimes, nous nous définissons à travers le poids de nos décisions dans les passages à l'offensive. Et dans la lutte contre toute autorité, nous sommes toutes et tous appelés à être des protagonistes et à donner le meilleur de nous-mêmes.

Ni patriarches, ni matriarches, feu à toutes les hiérarchies de la domination

Contra Toda Autoridad



IRRÉDUCTIBLES FACE AU POUVOIR ET À SA RÉPRESSION

Fevrier 2016 - Mexique

A propos du cirque répressif monté par l'Etat mexicain

« ... ce qu'on condamne chez les anarchistes, ce n'est pas la violence, mais d'avoir dépassé les dénonciations et les conférences en menant la désobéissance et l'indiscipline, ainsi que la capacité de révolte jusqu'à ce point. Ce qu'on condamne; c'est précisément le fait d'être debout, de partir d'une critique radicale du pouvoir et d'une éthique intransigeante de la liberté; et pour comble, de la faire jusqu'aux ultimes conséquences. »

Daniel Barret (Rafael Spósito)

Lorsque les irréductibles, dans leur agir quotidien et de manière conséquente, ont déclaré la guerre au pouvoir, celui-ci n'a pas besoin de beaucoup de "prétextes" pour attaquer les subversifs. Il lui suffit que les anarchistes se montrent irréductibles à ses normes, qu'ils ne se laissent pas corrompre y qu'ils ne passent pas d'alliances pour décider de les attaquer. Il est vrai que souvent ceux qui dominent le monde ont besoin de campagnes de "criminalisation" pour attaquer les diverses luttes sur l'ensemble du territoire, incluant les anarchistes parmi ses objectifs. Cependant, ces campagnes sont parfois beaucoup plus qu'une campagne de "diffamation"; d'ailleurs, qui souhaite le prestige ? En avons-nous besoin ? La plupart du temps ces campagnes font partie d'une opération de plus grande envergure, d'un coup contondant que l'Etat projette d'asséner. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les derniers événements, partie intégrante de la répression du pouvoir contre la mouvance anarchiste ou libertaire locale, c'est-à-dire dans le District Fédéral.

La lutte subversive dans la région a gagné en contondance et a pris forme au cours des trois dernières années. Les attaques contre le pouvoir réalisées les années antérieures, en général dans l'obscurité, ont aussi commencé à se faire à la lumière du jour. L'antagonisme a pris la forme d'une possible révolte généralisée, l'émeute a pris conscience et l'attaque contre les structures de la domination s'est propagée de manière accélérée. Des sabotages et attaques de toutes sortes se sont diffusés sur le territoire. En ces moments de subversion de l'ordre existant et de destruction de la paix sociale, qui est la paix des puissants, les réponses répressives de la part des dominants n'ont pas manqué. Filatures, surveillance, perquisitions, arrestations et même des tentatives de disparition, voilà ce qui nous a été donné de vivre au cours des années écoulées.

Le climat actuel n'est pas si différent et plus qu'une campagne de harcèlement, ce qui se passe aujourd'hui est à placer dans la continuité de l'action répressive que l'Etat a menée contre les anarchistes au cours des dernières années. Il suffit de lire les récits sur le Simposio Informal Anarquista à propos du climat de tension vécu durant cette activité; il suffit de consulter les communiqués de la Okupa Che et de jeter un coup d'œil sur les sites anarchistes et les médias libres pour nous rendre compte de cette action répressive.

Cette année semble déjà marquée par le calendrier du pouvoir et nous n'affirmons pas cela d'une voix prophétique, simplement les faits nous le montrent assez clairement. Depuis déjà quelques mois (un peu avant le début

de l'année), les agences policières de l'Etat mexicain ont procédé à des actes d'espionnage, d'intimidation et ont aussi porté atteinte à quelques individualités anarchistes, libertaires et subversives, ainsi qu'à des projets représentant une menace réelle pour le pouvoir. Les messages avec un lien envoyés aux téléphones de "gens en commun"; les e-mails envoyés à certains projets anarchistes avec des liens ajoutés chargés d'un Spyware produit du malware appelé Da Vinci, acheté par l'Etat mexicain à l'entreprise Hacking-Team comme moyen d'infiltrer les ordinateurs et les téléphones font partie de cette action répressive, de cette continuité de ce que l'Etat entend contre les subversifs depuis deux ans. Mais ce n'est pas tout. Les filatures constantes de compagnons réalisées par la police ces dernières semaines avec des camionnettes particulières, les appels téléphoniques d'intimidation, les surveillances constantes aux abords des maisons de certains compagnons, les visites des services chez divers compagnons participant aux différentes aires du mouvement anarchiste, relèvent de la même histoire.

C'est aussi dans ce climat répressif que s'inscrit l'arrestation du compagnon Yorch Punk, un de ceux qui habitent depuis des années "La Okupa Che" de la faculté de Philosophie et de Lettres de l'UNAM. La nuit de mercredi dernier, le 24 février vers 21:45, dix individus à "l'allure militaire" ont fait monter de force le compagnon Yorch dans une fourgonnette blanche sans plaques d'immatriculation en menaçant les deux personnes qui l'accompagnaient avec des armes à feu. Le 25 au matin, vers 5:00, des personnes masquées ont incendié une voiture de la Sécurité UNAM et érigé des barricades dans l'enceinte de l'université, en face de l'amphi occupé. Des heures plus tard, on a finalement appris que le compagnon Yorch était détenu dans un bureau de la PGR dans le centre historique. Mais le système n'a pas tardé à lancer sa machine de manipulation, rouage important de l'expérimentation répressive de pédagogie sociale. L'après-midi, tous les journaux télévisés ont annoncé la capture aux abords de la Cité Universitaire d'un prétendu "dealer", signalé pour orner leur cirque, comme leader de la Okupa Che. Certains de ces journaux ont accusé Yorch d'avoir sur lui de la marijuana, d'autres des amphétamines, du Diazepam et même de la cocaïne. Que Yorch ait consommé de l'alcool, pris des drogues ou été straight edge, ne doit guère nous importer, car la stratégie du pouvoir est plus qu'évidente : lancer une campagne de criminalisation, précédant possiblement une opération répressive de grande ampleur. Nous n'affirmons pas cela pour rien, il suffit de comprendre le contexte de l'arrestation du compagnon, effectuée au point culminant d'une activité en solidarité avec les compagnons emprisonnés ayant lieu dans cet amphi occupé. Ajoutons à cela le fait que le lendemain la directrice de la faculté de Philosophie et de Lettres a demandé l'expulsion rapide de l'occupation, la suspension des transports internes à l'université, ainsi que l'annonce le 25 au soir d'une réunion entre le recteur de l'UNAM et la police pour se mettre d'accord sur l'expulsion.

Mais ce n'est pas la première fois que al Yorch se fait malmené. En 2014, il avait été vilement tabassé par un groupe paramilitaire de mercenaires qui tentèrent de reprendre l'amphi occupé, ce dernier ayant été arraché au même groupe par un bon nombre de compagnons anarchistes en

décembre 2013. A cette occasion Yorch a été frappé violemment, ils lui ont brûlé la peau avec chalumeau, lui ont ouvert la tête et lui ont incrusté des billes métalliques dans le corps. Pour la malchance des "rouges", le lendemain un groupe nourri de compagnons avait repris l'amphi, disons que l'"assaut manqué" n'a pas duré longtemps.

De toute manière, que ce soit du lard ou du cochon, ce qui est arrivé à Yorch s'inscrit dans un plan d'expulsion d'un espace qui d'une certaine façon incommode le pouvoir. C'est la raison de la criminalisation dans les journaux télé, afin de fournir une justification aux étudiants et à la société "en cas d'utilisation excessive de la force". Mais il ne s'agit pas d'une question à part en ce qu'elle est indiscutablement liée à toutes les filatures, aux visites des services fédéraux chez des compagnons, aux harcèlements, aux envois de messages et cela montre clairement ce qu'ils préparent. Comme toute méthode, la répression a un avant, un moment disons central, et un après. Le coup répressif se prépare, s'exerce et se justifie, ne serait-ce que pour maintenir un écran de fumée car l'Etat n'a besoin de rien justifier, il fait simplement usage de son autorité. Cependant, la répression ne se limite pas à un coup répressif concret, ni à l'arrestation de compagnons, pas plus qu'au passage d'une manifestation. La répression, l'Etat l'exerce aussi de manière quotidienne dans les salles de classe, par la télévision, par la famille; au travail, dans les prisons, dans les hôpitaux psychiatriques ; la répression exercée par l'Etat se manifeste aussi dans les rapports de pouvoir qui règnent dans la société. Par conséquent une lutte contre la répression est une lutte pour la destruction du pouvoir. Sans abolition et sans médiation, l'attaque ponctuelle des structures, des personnes et des rapports sociaux qui alimentent la domination.

Le tigre ne perd pas le sommeil pour l'opinion des moutons; c'est ainsi que nous devons aller de l'avant, sans que les opinions de tiers sur notre condition d'anarchistes nous empêchent de réaliser nos rêves, car nous ne cherchons aucun prestige; c'est ainsi que nous devons avancer contre vents et marées, sans que la répression de l'Etat (sélective ou quotidienne) soit capable de paralyser notre lutte et de maintenir l'inactivité et une effet d'usure permanent ; c'est ainsi, comme le tigre qui ne perd pas le sommeil, mais reste bien éveillé, que nous devons avancer en affrontant toutes les adversités, en générant des projets de liberté qui soient capables de subvertir les rapports de domination, capables de contribuer à ce que le conflit contre l'autorité se propage et s'intensifie. Nous avons pour nous la détermination, même si beaucoup perdent courage et que tout paraît difficile.

Il ne nous reste plus qu'à envoyer un salut de soutien au compagnon Yorch Punk. Toute notre solidarité au compagnon et à tous les compagnons sous le coup de la répression et enfermés, ainsi qu'à celles et ceux qui, en cavale, transgressent les lois du pouvoir.

Contre le pouvoir et contre toute autorité, guerre sociale sans accord ni médiation!

Quelques anarchistes de la région mexicaine

26 février 2016

- 4 - ITALIE - *Abattre les frontières au Brennero et partout*
- 10 - ALLEMAGNE - *Depuis le début de l'année, le conflit contre RWE au forêt d'Hambach s'intensifie chaque jour de plus.*
- 13 - BELGIQUE - *Le carnage et son monde*
- 15 - BELGIQUE - *Un bref survol de la situation sociale à Bruxelles*
- 17 - BELGIQUE - *A propos du procès antiterroriste à venir contre des anarchistes et anti-autoritaires*
- 19 - ROYAUME-UNI - *Londres 2016 : le terrain de lutte dans notre ville*
- 23 - ESPAGNE - *Communiqué sur la dernière opération répressive à Barcelone*
- 25 - CHILI - *Pour un 29 mars insurgé et anarchique*
- 28 - CHILI - *En lutte contre le patriarcat, mais avant tout... contre toute forme d'autorité !*
- 30 - MEXIQUE - *Irréductibles face au pouvoir et à sa répression*